

**L'Etude sur les transformations
du système de la propriété foncière
en Chine**

THESE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Mercredi 9 Mars 1927, à 2 heures

PAR

MA-TA

Président : M. GERMAIN-MARTIN, Professeur

Suffragants : MM. HITIER, Professeur

JEZE, Professeur.

JOUVE & Cie
45, rue Racine, 15
PARIS
1927

L'ETUDE SUR LES TRANSFORMATIONS DU SYSTEME
DE LA PROPRIETE FONCIERE EN CHINE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Etude sur les transformations du système de la propriété foncière en Chine

THESE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Mercredi 9 Mars 1927, à 2 heures

PAR

MA-TA

Président : M. GERMAIN-MARTIN, Professeur

Suffragants : MM. HITIER, Professeur

JEZE, Professeur.

JOUVE & Cie
15, rue Racine, 15
PARIS
1927



INTRODUCTION

L'intérêt de l'étude sur le système de la propriété foncière n'a pas cessé d'être aussi grand dans l'antiquité, où l'économie sociale repose uniquement sur l'agriculture, qu'à présent même dans les pays agricoles.

La terre étant par sa nature, un bien limité, en général, et plus spécialement par les frontières d'un état, a été très vite et très souvent l'objet d'un accaparement. Ce fait économique-social a choqué de tous les temps certaines consciences. Le sentiment instinctif auxquels obéissent les peuples primitifs, en reconnaissant à tout homme un droit naturel d'occuper une portion du sol pour en tirer sa subsistance en travaillant est loin d'être éteint (1).

Déjà 100 ans avant l'ère chrétienne les lois agraires des Gracques et leurs mouvements révolutionnaires, nous montrent l'importance de la question de la propriété foncière, la gravité des maux sociaux

(1) M. DE LAVELEY, *La propriété et ses formes primitives*.

nés du déséquilibre de la possession territoriale et le danger d'un remède parfois pire que le mal.

Quittons l'antiquité pour parler des temps modernes. Quand, en Angleterre, l'élevage des moutons finit par absorber les domaines des Yeomen, dont la situation empire avec la pratique des « Enclosures Acts » et des « Settlements », les mouvements agraires commencent. N'insistons pas sur les tendances radicales de Thomas Morus qui sont des utopies. L'autre tendance, plus pratique, se contente de demander la disparition de l'accaparement du sol et son partage entre ceux qui travaillent. « La terre est indispensable à l'homme pour qu'il puisse travailler et vivre et l'occupation du sol par quelques-uns prive les autres de leur moyen d'existence » (1).

Locke fournit à ce moment des arguments solides en disant : « Un champ en friche n'est rien », « il ne devient quelque chose que par le travail humain ; il appartient donc à celui qui l'aensemencé et fécondé » (2).

L'idée fondamentale du système agraire de William Ogilvie (3) est résumée en deux droits imprescriptibles à l'homme : droit au sol et droit au produit de son travail.

En France, les physiocrates s'occupent beaucoup de l'agriculture, considérant qu'elle est le premier

(1) *The Law of Freedom in a platform*, publié en 1649 par Winstanley.

(2) *Two Treatises of Government*, page 207, § 40.

(3) *Essai sur la propriété foncière*, 1782.

des arts économiques nécessaire et indispensable pour tous les autres. Mais ni dans le mouvement physiocratique, ni au début de la révolution française de 1789, l'idée de partage égal des terres ou de leur socialisation ne vient poindre. C'est à partir de 1791, que l'on commence à parler des lois agraires et de la limitation du droit de la propriété foncière, d'un maximum, etc... L'abbé de Tournaud a proposé une solution agraire qui consiste à l'appropriation de la terre par l'Etat et sa distribution égale en possession viagère aux citoyens. Encore ces propositions furent-elles purement verbales.

Le mouvement de la socialisation de la terre considéré comme une première étape nécessaire dans l'abolition complète de la propriété foncière en général, est classée dans les théories communistes.

Une autre théorie est celle de la rente foncière de Ricardo. Henry Georges (1) part de cette théorie pour arriver à celle de la confiscation de la rente foncière.

Au point de vue de la propriété foncière, la troisième théorie qui base le droit de cette propriété sur le travail, paraît être la théorie la plus propice à la réalisation (2).

A partir du XIX^e siècle, l'idée de la réforme agraire de l'Angleterre se propage dans tous les pays d'Europe : en 1893 et en 1903, des agitations pay-

(1) *Progrès et Pauvreté.*

(2) Locke, Ogilvie, etc...

sannes sont provoquées en Italie par le taux élevé du fermage. L'Allemagne trouve un dérivatif aux attaques contre les junkers, en pratiquant une politique de colonisation intérieure en Silésie et dans les autres provinces polonaises sous sa domination. La Roumanie inaugure dès 1864 des réformes agraires (1). En Russie et dans une certaine mesure, en Autriche, la question sociale se résumait dans la question agraire.

Après la guerre mondiale, des réformes agraires, visant le morcellement des latifundia, furent effectués, tour à tour, en Roumanie, par le décret-loi du 15 décembre 1918 ; en Grèce, par la loi du 24 décembre 1917 ; en Yougoslavie, par la loi du 1er février 1919 ; en Pologne, loi du 25 juillet 1920 et en Italie, en 1919.

Ces réformes sont en même temps motivées par des causes économiques et politiques, — politiques parce qu'on a besoin d'endiguer la propagande russe qui trouve facilement un terrain dans les campagnes incultes et misérables.

Combien l'intérêt est grand, si l'on examine les choses de près ! On voit presque les mêmes phénomènes se répéter à travers les siècles. De cause à effet, il est parfaitement possible de prophétiser l'avenir et d'enrayer un certain mal social à sa source.

(1) Une réforme en 1869, une autre loi du 7 avril 1889 qui crée des lots de 5 hectares de superficie.

Mais quel est l'intérêt d'une étude sur la propriété foncière en Chine ?

Tout d'abord la Chine est connue depuis l'antiquité comme pays agricole ; bien qu'au commencement du vingtième siècle, elle suive la tendance d'industrialisation du monde occidental, la question agraire n'a pas perdu son importance.

La transformation du système de la propriété foncière en Chine, mérite particulièrement une étude historique : les idées aussi bien que les faits qu'on trouvera dans cette étude, permettront à nos compatriotes qui s'occupent de questions sociales et économiques, de bien comprendre l'évolution sociale dans un pays comme le nôtre.

N'avons-nous pas connu le système égalitaire que rêve l'abbé Tournaud ? Comment un tel système se réalisa-t-il ? Eut-il recours à l'Etat tyrannique ou au prince bon père de famille ? Eut-il recours à des idées de révolte ou à celles de solidarité pacifique ?

Déjà, quelque chose de fondamental sépare nos anciens socialistes ou étatistes des révolutionnaires occidentaux.

Puis, l'intérêt est aussi grand, quand on envisage les transformations : le système étatiste faisant place à l'individualisme, fait psychologique remarquable ! Les réformes, qui, du système de la propriété individuelle, tendent à revenir au système étatiste, ont échoué ou réussi, suivant que l'esprit des réformateurs est plus ou moins souple et transigeant.

Connaissant les faits positifs, nous aurions peut-

être moins de chance de nous égarer dans les idées trop éblouissantes des purs théoriciens. Cela nous aurait coûté moins cher d'observer l'histoire au lieu de tenter les expériences par nous-mêmes, et surtout moins cher au pays.

Ceci posé, quel est l'objet de notre étude ? Nous prenons comme sujet de notre thèse : « L'étude sur les transformations du système de la propriété foncière en Chine » ; nous envisageons surtout cette question au point de vue économique et politique.

Notre étude ne sera pas faite d'une manière chronologique, car il suffirait de renvoyer nos lecteurs aux encyclopédies de Ma-Touen-Lin et de ses continuateurs. Nous allons procéder à la classification des institutions.

Nous divisons notre étude en trois chapitres. Dans le premier, nous étudierons le système étatiste de Tcheou-Koung, son origine et son développement, la viabilité de ce système avec ses causes ; dans le deuxième chapitre, nous traiterons des causes de la transformation du système de la propriété foncière, des circonstances dans lesquelles le système individualiste triomphe et remplace le système étatiste, et enfin, dans le troisième chapitre, nous nous occuperons des effets : les inconvénients du système individualiste qui amène une série d'idées et d'institutions des réformateurs sociaux.

Nous croyons utile d'ajouter à notre étude un ap-

pendice qui traite de l'étatisme économique de quelques financiers remarquables dont l'étude du système foncier proprement dit ne nous a pas permis de parler.

CHAPITRE PREMIER

De l'origine et du développement du système foncier égalitaire

APERÇU GENERAL.

Le système Tsing, que nous qualifions ici d'égalitaire au point de vue foncier, a fonctionné et s'est perfectionné dans l'antiquité de la Chine pendant plus de 2.000 ans (1). Autour d'un système tellement ancien s'élevèrent nécessairement de nombreuses controverses. Des études furent successivement faites dans Meng-Tseu (2), dans Tcheou-Li (3), dans Wang-Tseu (4), dans le recueil encyclopé-

(1) 2697 avant Jésus-Christ — 250 avant Jésus-Christ, date où Chong-Yung commença à le supprimer.

(2) Livres écrits par Mencius d'après Se Ma-Tsin. Hou-Che attribue ces livres aux disciples de Mencius.

(3) Rites des Tchéou.

(4) Un chapitre de Li-Ki.

dique de Tou-Yeou et dans l'histoire du droit administratif de Ma Touen-lin. Monsieur Edouard Biot, dans le « Journal Asiatique », résume une des sections de Ma Touen-Lin relative à la condition des terres. M. Sié-Cheou-Tchang, dans son « Esquisse d'une histoire du droit chinois » (1), consacre aussi un chapitre à la condition des terres. Telles sont les principales études où nous avons pris nos sources.

L'origine du système Tsing fut attribuée à Houang-Ti (2). Tou-Yeou, dans son recueil encyclopédique, nous apprend que « L'Empereur Houang-Ti battit les barbares et occupa la vallée du Fleuve Jaune, la distribution des terres fut faite par lui au peuple, en vue des les cultiver. La division du sol en portions égales ressemble, par sa forme, au caractère chinois Tsing, d'où le nom. »

« Mais, continue l'Encyclopédiste dans un autre passage, nous n'avons aucun moyen d'approfondir le système Tsing, avant les dynasties des Tang (3) et des Yu (4), aucune trace n'étant laissée, sur cette matière, dans les livres classiques. »

Meng-Tseu est, à notre connaissance, le livre le plus ancien où l'on étudie le système Tsing. A une époque où le merveilleux système de Tchéou-Koung était en décadence, tout prince diligent se faisait un honneur de prendre conseil du savant Mencius, sans

(1) Thèse, Paris 1926.

(2) 2697 av. J.-C.

(3) 2357-2254 av. J.-Ch.

(4) 2255-2205 av. J.-Ch.

pour cela se croire tenu à suivre les avis du philosophe.

« Comment gouverner un pays ? (1) lui demanda, un jour, Teng-Wen-Koug, prince de la principauté de Teng ». « La dynastie des Hia, répondit Mencius, pratiquait le système de Kong et chaque famille cultivait cinquante méou (2) ; la dynastie des Chang suivait le système des Tsou et chaque famille cultivait soixante-dix méou, la dynastie actuelle des Tchéou pratique jusqu'alors le système Tsie et chaque famille pouvait cultiver cent méou. L'essentiel, c'est que l'impôt levé soit du dixième du revenu.

Voici le commentaire de Tchou-Hi (Philosophe des Song) qui développe les idées de Mencius, mais son explication laisse des lacunes :

« Sous les Hia, chaque famille devait recevoir cinquante méou à cultiver et réserver le produit en nature de cinq méou pour le Kong, c'est-à-dire l'impôt versé à l'Empereur. »

Le commentateur ne fait aucune mention de l'existence du système Tsing sous les Hia.

« Sous les Chang qui remplacèrent les Hia en 1783 avant J-Ch. le système Tsing, bien que différent de celui des Tchéou, au point de vue de la quantité de terre distribuée, commença à faire son apparition. Le Tsing, sous cette dynastie, comprenait 630 méou

(1) Meng Tsen III, I, 3.

(2) D'après M. Ed. Biot, la mesure agraire meou était alors équivalente à 561 mètres ou 3, 23 ares.

partagés en neuf portions égales de 70 méou chacune. Autour de chaque portion étaient tracés des fossés. La portion du milieu était le champ d'Etat. Celui-ci était entouré de huit autres portions réparties entre huit familles. Le champ d'Etat, dont le produit revenait à l'Etat, était cultivé en commun par les huit familles du même Tsing. Ce système d'impôt s'appelait Tsou. Le caractère « Tsou » signifie « aider », ce qui est une allusion à ce que les huit familles aidaient l'Etat à cultiver son champ. »

Remarque : on voit, comme l'a très judicieusement remarqué M. Sié-Cheou-Tchang, que la dynastie des Chang percevait comme impôt le neuvième du produit de la terre et non pas le dixième comme le prescrivait Mencius (1). Serait-ce une erreur commise par le commentateur

Si le système Tsing existait sous les Chang, il ne connaîtra son épanouissement qu'après la réglementation minutieuse du prince Tchéou-Koung, régent du deuxième règne de la dynastie des Tchéou.

« Sous les Tchéou, un chef de famille recevait cent méou à cultiver. Dans les arrondissements très peuplés, on adoptait le système du Kong des Hia, suivant lequel, chaque famille remettait au prince le dixième du produit de cent méou. Dans les arrondissements moins peuplés, on avait recours à la méthode du Tsou des Chang. Huit familles rece-

(1) Esquisse d'une histoire du droit chinois, page 182.

vareat un Tsing qui était alors de neuf cents meou. Quand la récolte était faite, le produit était partagé en neuf parties égales dont huit revenaient aux huit familles et une à l'Etat. »

Il nous est facile de constater que le système d'impôt de la dynastie des Tchéou, appliqué dans les arrondissements moins peuplés, serait la perfection de la méthode du Tsou des Chang. Car la solidarité entre les huit familles du même Tsing, diminue le risque de l'année mauvaise et constitue une surveillance continuelle des huit familles entre elles.

Cette distribution selon l'égalité arithmétique, serait ridicule et rudimentaire, si elle n'était pas complétée par d'autres considérations personnelles.

« Répondant à cette question « Comment se pratiquait la distribution des dignités et de la richesse sous la dynastie des Tchéou ? » Mencius dit : « Chaque cultivateur recevait cent meou, mais la qualité du terrain variait suivant le nombre de bouches à nourrir : depuis la qualité supérieure, qui revenait à ceux ayant neuf bouches à nourrir, jusqu'à la qualité inférieure attribuée à ceux qui n'en avaient que cinq, il y a cinq degrés de terre correspondant aux cinq degrés de famille » (1).

Le système Tsing étudié dans Meng-Tseu n'est, d'après le professeur Hou-che, ni clair, ni complet.

(1) Meng Tseu V, II, 2.

Ce dernier nous donne une liste des études faites sur le système Tsing (1).

1°. — Koung-Yang. (Commentaire du Tchouen-Tsiou par Koung-Yang, datant du commencement des Han). Dans Koung-Yang, il existe une seule phrase faisant allusion à l'impôt « l'aide est du dixième ».

2°. — Kaou-Liang (Commentaire du Tchouen-Tsiou par Kaou-Liang à la même époque) celui-ci est un peu plus complet, mais généralement il s'égare en digressions au lieu de donner des explications.

3°. — Wang-Tseu (un des chapitres de Li-Ki). Il prend sa source dans Meng-Tseu en l'amplifiant et manque de clarté.

4°. — Han-Che-Wei-Tchouen (au temps de Tsin-ti des Han, commentaire du Commentaire de Tchouen-Tsiou par Kaou-Liang). Il est très clair.

5°. — Tchéou-Li. Ce livre qui paraît encore un peu plus tard, a le mérite d'avoir de l'ordre, de la clarté et des détails.

6°. — Pan-Kou. Le chapitre des « denrées et marchandises » qui prend sa source dans Tchéou-li et Han-Che-Wei-Tchouen, en est une compilation.

7°. — Ho-Sio (commentaire sur Koung-Yang-Tchouen. Il donne un ensemble de vue sur Meng-Tseu, Weng-Tseu, Han-Che-Wei-Tchouen et Tchéou-li.

(1) Hou-Che, œuvres complets, II, 1, page 156.

L'approfondissement du système Tsing, dans les livres cités ci-dessus par Hou-Che, serait intéressant et instructif. Mais il nous est difficile de le faire ici. Car, notre étude a, pour but, les recherches sur les causes et les effets des transformations du système de la propriété foncière et non pas seulement une étude sur le système Tsing. Toutefois, pour combler les lacunes qui existent dans Meng Tseu, il nous est nécessaire de développer notre expose sur le système Tsing d'après Tchéou-li. Ce dernier, bien que rédigé sous les Han, nous laisse voir le grand esprit du prince Tcheou-Koung.

Tcheou-li (1) nous renseigne minutieusement sur la délimitation et la distribution des terres. Mencius (2) n'a-t-il pas dit, avec raison, qu'une action bien-faisante d'un souverain commence par la délimitation des terres ; puisqu'une fois la délimitation faite, la distribution de la terre et de la richesse devient très facile.

Comment faire la délimitation?

Les Joué-Jin (Fonctionnaires du district Intérieur) et les Tsiang-Jin (ouvriers de l'Etat) étaient chargés, semble-t-il, les premiers de faire le recensement des familles et d'établir le plan des fossés,

(1) Tcheou-li, Liv. XV, I et suivant.

(2) Meng-Tseu, III, I, 3.

que les derniers devaient creuser (1).

Voici le plan de la délimitation de la campagne par Joué-Jin : Entre chaque lot de cent meou, il y a une rigole, sur le bord de laquelle est un sentier ; autour de chaque dizaine de lots, un fossé, sur son bord, une allée ; autour de chaque centaine de lots, un ruisseau, sur son bord, un chemin ; autour de chaque millier de lots, un canal, sur son bord, une route ; enfin, autour du terrain occupé par dix mille familles, il y a un grand canal et sur son bord, une chaussée (2).

Ainsi le système de délimitation coordonnait avec un système merveilleux d'irrigation et de communication.

En ce qui concerne le système de distribution, Ma-Touen-lin a fait une analyse sur Tchéou-li. La distribution ne serait pas simplement faite selon l'égalité numéraire. Les facteurs : quantité, qualité de la terre, nombre de bouches à nourrir, interviennent.

1°. — Le facteur « quantité » intervient en compensation de la qualité. Nous trouvons deux textes différents, l'un du système du grand directeur de Multitude, l'autre celui de Joué-Jin.

a) Système du grand directeur de multitude.
« Dans les conditions normales, dit le texte, dans la

(1) Tchéou-li XV-XVIII.

(2) Tchéou-li XV 8 et suivants.

terre sans jachères, c'est-à-dire la terre qui pouvait produire tous les ans, chaque feu recevait cent meou ; la quantité devait être doublée ou triplée, lorsque la nécessité de jachères serait annuelle ou bisannuelle » (1).

b) Système de Joué-Jin, comprenait aussi trois catégories de terre. Dans la catégorie supérieure, chaque lot se composait de 100 meou de terre en culture et de cinquante meou de terre en pacages ; dans la catégorie moyenne, chaque lot se composait de cent meou de terre en culture et de cent meou de terre en pacages ; dans la catégorie inférieure, toujours de cent meou en culture, mais de deux cents meou de terre en pacages » (2).

Nous voyons que dans le système « a », pour la terre en jachères, la progression était arithmétique et dans le système « b », la progression mathématique pour la terre en pacages ; ne les qualifierons-nous pas d'arbitraires ?

Comment concilier ces deux systèmes permettant la variété sur la quantité avec le système de délimitation qui était simplement arithmétique ?

2°. — Le facteur « qualité » intervient en compensation du nombre de bouches à nourrir.

Système du sous-directeur de multitude : la quantité de terre distribuée à chaque famille était

(1) Tchéou-li IX, 27 et suivant.

(2) Tcheou-li XV, 67 et suivant.

fixe, c'est-à-dire, de cent meou ; mais la qualité variait suivant le nombre d'individus dans la famille : le nombre de sept correspondait à la qualité supérieure du terrain et cela allait en diminuant jusqu'au nombre de cinq qui correspondait à la qualité inférieure (1).

On se souvient que dans Meng-Tseu, le facteur « nombre de bouches à nourrir » intervenait aussi.

Mais il y avait dans Meng-Tseu cinq catégories de qualité au lieu de trois.

Ce système donnait au gouvernement un travail énorme, étant donné le changement très fréquent dans une famille, quant au nombre d'individus.

Avant de procéder à une analyse méthodique, il était préférable de commencer, comme nous l'avons fait, par donner un aperçu général sur le système Tsing. Il existe, bien entendu, des contradictions que nous avons relevées, chemin faisant. Mais ces contradictions ne viennent que de ce que nous étudions le système Tsing dans l'abstraction, sans le situer dans le milieu politique, économique social et financier où le Tsing avait pris naissance et vivait. Nous aurons comme plan d'analyse les quatre sections, savoir : politique, économique, sociale et financière, auxquelles nous ajoutons une section juridique. C'est par cette dernière que nous commençons notre analyse.

(1) Tcheou-li X, 8 et suivant.

1° — SECTION JURIDIQUE

Une discussion juridique sur le système Tsing paraît n'avoir qu'un intérêt spéculatif, alors qu'elle est la clef de voûte de notre étude.

A) Terres par rapport à des cultivateurs : Pour répondre à la question « à qui appartenait le droit de propriété de terre dans le système Tsing? » Nous pouvons, sans hésiter, dire que le droit de propriété de terre n'appartient pas à la personne qui la cultivait. Le droit de propriété implique, comme nous le savons couramment, le droit de jouir et de disposer librement de cette propriété. Qu'est-ce que le droit de la libre disposition d'une chose? C'est de pouvoir l'aliéner à titre gratuit ou onéreux.

L'aliénabilité a pour corollaire le droit d'héritage. Le droit d'héritage est la conséquence inévitable du droit d'aliénabilité, mais il devient la colonne dorsale du droit de propriété car tout en supprimant le droit d'aliénabilité de la propriété foncière, si l'on conservait le droit d'héritage, le droit de la propriété existerait, comme par exemple, sous la forme d'un droit, grévé de la substitution ou du majorat. Tout au contraire, si vous supprimiez le droit d'héritage tout en conservant la faculté d'aliénation, vous verriez que le droit de propriété ne serait pas atteint en théorie, mais qu'il le serait en fait. Toute aliénation demande des acquéreurs, or, quel est l'homme qui songerait à acquérir, si ces

acquisitions ne devaient pas profiter aux siens. Voilà pourquoi nous étudions le droit d'héritage avant le droit d'aliénabilité.

Tout d'abord, le droit d'héritage n'existait pas pour les cultivateurs. Nous nous rapportons au traité « Denrées et marchandises » de Pan-Kou. « Tout individu du peuple, nous dit-il, âgé de vingt ans recevait la terre » (l'âge de vingt ans serait l'âge d'établissement ; d'après Li-Ki ce serait de trente ans). A l'âge de soixante ans, continue-t-il, l'individu devait rendre la terre à l'Etat et n'était plus obligé de travailler ». La manière automatique de distribution était en même temps très souple. Dans la mesure du possible, la terre cultivée par le père devait être donnée à un des fils ; car il était très fréquent de trouver une coïncidence entre l'âge du père atteignant soixante ans et celui du fils arrivant à vingt ans. Cette mesure très souple évitait, sans doute, les inconvénients que donne le système du fermage où fréquemment, à la veille du terme, les fermiers épuisent la terre.

Quant au droit d'aliénabilité, il n'était pas nécessaire sous ce système et il eût été en même temps nuisible. Il n'était pas nécessaire, parce que l'individu n'avait pas à s'occuper de l'établissement matériel de ses enfants. En outre, il eût été nuisible, parce qu'il eût détruit le bon résultat obtenu par le système de distribution et de retour. Nous pouvons croire à cette interdiction de Wang-Tseu qui dit que « La terre ne devait jamais se vendre. » Nous

concluons que la propriété de terre n'appartenait pas aux cultivateurs.

B) Par rapport à l'Empereur : La question : « Le droit de propriété de terre appartenait-il à l'empereur » ne peut être résolue que d'après les idées morales.

Monsieur Sié-Cheou-Tchang dans son « Esquisse d'une histoire de Chine » (Page 180) affirme la possession exclusive du sol par l'empereur ». Voici ce que dit le livre des vers (Che-King), cité par des disciples de Mencius, dit-il : « Sous le ciel, il n'est pas de sol qui n'appartienne à l'empereur ; sur la terre, il n'est personne qui ne soit le sujet du prince » (2).

L'auteur emploie à son tour le terme « possession exclusive » dans le sens de la propriété ; car l'auteur a été influencé par M. Edouard Biot (1) qui affirmait que la propriété revenait de droit à l'empereur ; mais Monsieur Sié, tout en étant sceptique vis-à-vis de cette affirmation, a cherché un argument pour la soutenir. Il est arrivé à mettre une théorie du droit éminent général de l'Empereur. Mais son argument n'est à notre avis pas très solide. Les vers cités par Wang-Tchang, disciple de Mencius, ne doivent pas être interprétés littéralement, Mencius dans sa réponse à Wang-Tchang,

(1) Biot : *Système foncier en Chine*.

(2) Mencius V, I, 4.

l'a du reste bien dit (1). L'auteur des vers se plaignait d'être assujetti à la corvée plus qu'aucun autre personne.

tre. alors qu'il était sujet de l'empereur comme tout

Faisons une déduction logique des autres arguments dans Meng-Tsen. Peut-être arriverons-nous à démontrer que le droit de propriété n'appartenait pas à l'Empereur.

« L'Empereur, affirmait Mencius, ne pouvait donner l'Empire à personne. Pour que le nouvel Empereur pût succéder à l'ancien, il fallait qu'il fût agréé du ciel et reconnu par le peuple » (2). On devient empereur, nous dit-il dans un autre passage, quand on est agréé du peuple » (3).

L'idée d'un contrat tacite entre l'Empereur et le peuple était mise en lumière par Mencius. Mais cette aliénation du droit politique du peuple à l'empereur, implique-t-elle celle du droit de propriété ? Admettons qu'il en soit ainsi. Comment expliquer que le peuple qui n'était pas propriétaire de la terre eût le droit d'aliéner plus le droit qu'il n'en avait ?

Notre interprétation des textes de Mencius pour arriver à un système serait aussi inexacte que celle de Monsieur Sié, si nous connaissions l'origine et le leit motiv des théories de Mencius.

(1) Voir Meng-Tseu V, I, 4.

(2) Meng-Tseu V, I, 5.

(3) Id., VII, II, 14.

La théorie d'acceptation du Ciel et du peuple était mise à propose de l'empereur Yao, qui choisit son successeur, Chouen, pour lui confier la grande tâche de gouverner l'Empire et à propos de Chouen, qui choisit, lui-même Yu, comme successeur. Mais Yu fondateur de la dynastie des Hia (en 2205 av. Jésus-Christ), avait son fils Tsié, qui était en même temps son successeur ; depuis Tsié, l'hérédité dynastique prit la place du système d'acceptation populaire. Le premier argument perd sa valeur bien que Conficius nous ait appris l'identité du devoir impérial, malgré la différence entre l'hérédité dynastique des Hia, Chang, Tchéou et l'acceptation populaire de Yao et de Chouen (1).

Le second argument était la déduction de la théorie de Mencius sur la prédominance du peuple. Mais c'était une théorie abstraite, élaborée en vue d'avertir les princes d'alors, qui ne prêtaient nulle attention au peuple.

Ma-Touen-lin, a voulu trop systématiser ce droit en établissant un contraste frappant entre les systèmes de propriété foncière avant et après la transformation au point de vue juridique. « Avant la décadence des Tcheou, dit-il, le droit de propriété de la terre ne pouvait être dévolu au peuple : le système Tsing aboli, le droit de propriété appartiendra au peuple. Avant la décadence des Tchéou, l'Empire

(1) Meng-Tseu, V, I, 6.

n'était pas propriété exclusive de l'empereur ; le système féodal aboli, l'Empire appartiendra à l'Empereur seul » (1).

Nous comprenons dans ce texte « système Tsing » et « droit de propriété » comme synonymes respectifs de « système féodal » et de « Empire » ; parce que les premiers sont des termes économiques, et les derniers, politiques. De là, nous pourrions tenter de faire une explication assez claire. D'après Ma-Touen-lin, sous le système Tsing, nul ne serait propriétaire de la terre ; la terre appartiendrait à l'Etat, être fictif. Nous aurions volontiers accepté cette théorie très élégante, si la réalité n'était pas venue la contredire. La séparation très nette entre la notion du souverain et celle de l'Etat qu'il gouverne, n'existe pas dans une époque, où l'idée de la constitution moderne n'est pas connue. Il y avait en fait une fusion intime entre ces deux notions. Cette confusion produisait autant de bien que de mal suivant qu'on était en présence d'un despotisme bienveillant ou d'un despotisme malfaisant.

Une discussion qui aboutit à une conclusion imprécise n'est-elle pas vaine ? Mais en dégageant la notion du despotisme bienveillant, nous nous donnons une directive à suivre dans nos développements.

(1) Encyclopédie, chap. Système foncier, introduction.

2° SECTION POLITIQUE

Il est logique d'étudier la constitution essentielle d'un corps politique avant d'aborder les questions économiques, sociales et financières qui ne sont que la mise en application des idées de ce corps.

A) La croyance purifie la source d'où émanerait une institution saine.

B) L'éducation confère une capacité suffisante pour tout dirigeant.

C) La coïncidence des intérêts donne la stimulation.

D) La surveillance est une nécessité contre la faiblesse de l'homme.

Tels sont les quatre points à étudier.

A) Qu'entendons-nous par croyance dans l'antiquité de la Chine? Tsou-Yu (1) nous rapporte des luttes entre les chinois et les Neuf-Li et les trois miaou. Ces luttes étaient motivées par ce qu'ils étaient destructeurs de notre croyance. Mais cette croyance de l'âge légendaire était une croyance polythéiste (1). Dans Chang-Chou (2) et Che-King (3), documents authentiques de l'époque qui nous occupe, le ciel ou l'Etre supérieur étaient synonymes.

(1) Voir Tsou-Yu, Paroles de Kouang-Che-Fou.

(2) Kou-Yu, chapitre Tsou-Yu.

(3) Parties des treize livres classiques.

res. Liang-Tsi-Shao, dans son histoire de la philosophie politique de la Chine antique, cite une quantité d'exemples (1). « Ainsi Tang, premier empereur de Chang qui remplaça le dernier empereur Tsi des Yia, dans sa proclamation, dit-il, « L'Empereur des Hia, a commis beaucoup de crimes, le ciel ordonne de le punir. Nous craignons l'Etre supérieur ; il est de notre devoir de châtier l'Empereur des Hia. (2).

Dans Kang - Kaou (3), nous lisons aussi : « Le Ciel ordonna à Weng-Wang de punir les Chang ».

Cet Etre unique supérieur devenait symbolique et abstrait. Voici quelques passages dans Chou-King : « Le Ciel est instruit par le peuple et rend son jugement d'après le peuple (4). Le ciel entend par les oreilles du peuple et voit par les yeux du peuple (5). La crainte, qu'inspire le ciel, ne se perçoit pas ; mais le sentiment du peuple est manifeste (6). Le ciel suit le bon sens du peuple (7). La conséquence de l'abstraction du ciel implique la confusion des deux volontés : volonté divine et volonté du peuple. L'amour de tout souverain pour son peuple traduit son respect du ciel. Liang - Tsi - Chao (8), nous

(1) Pages 39 à 46.

(3) Chou-King.

(5) Tsin-Se.

(7) Tsin-Se.

(8) Hist. de la philos. polit. de la Chine ant., page 52.

(2) Chou-King, Tsang-Se.

(4) Kao-Yao-Mou.

(6) Kang-Kao.

donne une image intéressante en faisant la comparaison suivante : dans la politique de la croyance au ciel, le souverain serait comparable à un ministre responsable devant le Président de la République dans un Etat démocratique, puisque le souverain est responsable devant le ciel qui est comparable au Président irresponsable de la République. La réalité, c'est que le peuple a seul le pouvoir d'exiger la responsabilité.

B) Par la croyance on obtient la volonté de bien faire, mais comment en obtenir la faculté ? Par l'éducation. La « Grande étude » (un chapitre de Li Ki) écrite par Tseng-Chen, disciple de Confucius, nous renseigne sur la manière de se préparer à la carrière de dirigeant. Tchou-Hi, commentateur de la « Grande Etude », dans son introduction, dit d'une manière précise que « la grande Etude » devait servir de modèle aux trois dynasties au moment de leur apogée. Tout enfant, à partir de l'âge de huit ans, ajoute-t-il, devait recevoir une éducation unique dans toutes les classes de la société. A l'âge de 15 ans, les fils de l'Empereur, des princes feudataires, des fonctionnaires héréditaires et les élites du peuple étaient appelés à faire la « grande étude ».

Les étapes prescrites par la « grande étude » consistaient en trois choses : 1° Faire briller en soi-même les vertus que la nature met dans l'âme de

chacun. 2° Réformer les autres hommes. 3° Se fixer pour but la plus haute perfection (1).

Après ces trois principes, les grandes études nous en montrent la pratique. Ce qui nous intéresse le plus, c'est le dixième chapitre qui nous explique comment un prince gouverne la principauté et procure la paix à tout l'Empire. Ce chapitre comprend quatre idées principales :

1° Etre bienveillant envers le peuple.

Dans le Cheu-King il est dit : « notre aimable prince est le père du peuple. Etre père du peuple, c'est aimer ce qui plaît au peuple et avoir en aversion ce qui lui déplaît. Il est dit dans Che-King : « Cette montagne escarpée qui est au midi a des rochers très élevés. Ainsi vous, In, ministre d'Etat, vous occupez un poste éminent et tout le peuple a les yeux levés vers vous. Celui qui tient les rênes du gouvernement, doit en raison de sa dignité, être sur ses gardes. S'il commet une faute, chacun lui prodigue des outrages.

« Il est dit, dans Che-King, avant que les Chang eussent perdu l'affection du peuple, ils étaient comme le souverain seigneur puisqu'ils partageaient, avec lui, le gouvernement des hommes. L'exemple des Chang doit être comme un miroir pour les autres dynasties. Le grand mandat du ciel n'est pas facile à garder », cela veut dire que l'on obtient l'Empire en obtenant l'affection du peuple et qu'on

(1) Grande Etude, chap. I.

perd l'empire en perdant l'affection du peuple.

2° Maintenir la réciprocité du droit et du devoir (lire les quatre livres classiques, traducteur Couvreur, Ta Hio, page 18).

3° Eriger promptement au pouvoir les hommes probes et capables (lire même, page 22).

4° Connaître les vrais causes et la répartition de la richesse. Cette dernière idée est fondamentale au point de vue du système Tsing, et mérite une étude.

a) La supériorité de la vertu sur la richesse.

« Pour cette raison, le sage s'applique avant tout à pratiquer la vertu : celui qui a la vertu possède l'affection des hommes ; celui qui a l'affection des hommes possède la terre ; celui qui possède la terre a des richesses. La vertu est comme la racine ; les richesses sont comme les branches. Exclure de ses pensées la vertu et ne travailler qu'à s'enrichir, c'est disputer au peuple ses biens et autoriser les rapines par ses exemples. Si le prince ramasse des richesses, le peuple se disperse ; si le prince laisse les richesses partagées entre ses sujets, le peuple se groupe autour de lui. »

D'où le mépris pour les exacteurs d'impôts et les ministres qui ne songent qu'à amasser des trésors.

« Meng-Hien-Tseu (sage préfet de la principauté de Lou) dit : « Celui qui entretient des attelages de quatre chevaux (un grand préfet) ne doit pas s'occuper des poules et des pourceaux, comme font les

hommes du bas peuple. Une famille de ministre d'Etat, de grand préfet ou de prince qui emploie la glace pour conserver les viandes, lorsqu'elle célèbre des funérailles ou fait des offrandes, ne doit pas nourrir les bœufs et les brebis comme font les bergers et les laboureurs. Une famille de ministres d'Etat qui entretient pour la guerre cent attelages de quatre chevaux, ne doit pas se servir des hommes qui prélèvent des tributs exorbitants. Il vaudrait mieux qu'il y eût des ministres voleurs que des exacteurs ». C'est ce que l'on exprime en disant : « La justice est beaucoup plus profitable à l'Etat que les revenus. » « Si celui qui administre les affaires publiques s'applique à amasser des trésors, la faute en est à des ministres indignes. Quand des ministres méprisables dirigent des affaires publiques, il en résulte de grands malheurs et de grands dommages ; quand même il y aurait encore des hommes vertueux, il leur serait impossible de remédier au mal. »

b) Moyens des finances publiques :

Toutefois la richesse est nécessaire pour un Etat et quels seraient les moyens des finances publiques

Ils sont très simples et peuvent être condensés dans quelques phrases :

« Pour procurer des ressources à l'Etat, il est un excellent moyen. Quand ceux qui procurent sont nombreux et ceux qui consomment en petit nombre ; quand ceux qui travaillent agissent avec promptitude et ceux qui dépensent agissent avec mesure, les ressources sont toujours plus que suffisantes. »

C) Dans le système politique féodal, il existait un lei-motiv qui poussait les princes et les seigneurs à bien gérer leur principauté. L'hérédité des fonctions exigeait que tout prince, voulant consolider la situation et la faire transmettre perpétuellement jusqu'à la postérité, dût commencer par chercher la paix et la prospérité du pays qu'il gouvernait. Il existait, bien entendu, des fonctionnaires inférieurs qui, bien sûr, n'étaient pas dotés de fiefs, c'étaient des élites du peuple promus fonctionnaires. Mais ce n'était que par exception et dans une proportion peu considérable (1). L'intérêt personnel d'un prince ou d'un fonctionnaire ne devait être obtenu qu'en satisfaisant l'intérêt général qui était la paix et la prospérité.

D'autre part, l'hérédité des fonctions était non seulement le stimulant, mais encore le moyen qui facilitait beaucoup la tâche des fonctionnaires. D'abord au point de vue de la préparation, on acquérait l'habileté héréditaire qui tendait vers la spécialisation. Puis au point de vue de l'exercice, quand on gouvernait toujours le même lieu assez restreint, on parvenait à connaître non seulement l'ordre matériel des choses, mais l'esprit des hommes.

D) La surveillance s'exerçait de trois manières :

1° L'inspection de l'Empereur.

(1) Voir l'Esquisse d'une histoire du droit de Chine, pages 45-61, organisation administrative d'après Tcheou-li.

D'après Wang-Tche, elle se faisait tous les cinq ans.

2° Les comptes-rendus par les princes feudataires à l'Empereur, quatre fois tous les cinq ans. Chacun recevait la récompense ou la disgrâce selon son mérite (1).

3° Une surveillance plus continue et plus efficace consistait en ce que, selon l'importance des principautés, un, deux ou trois ministres y étaient commis par l'Empereur. On eût dit que l'hérédité féodale était la décentralisation et que la surveillance en eût été le remède (2).

3° — SECTION ECONOMIQUE

Au moment de l'apogée du système Tsing, les idées économiques se ramenaient à deux principes :

A. — Le commerce ordinaire et quotidien était libre.

B. — Le commerce de spéculation appartenait à l'Etat.

A) Quel était le commerce ordinaire? Il consistait simplement en marchés fermés et même en troc. Mencius nous dit (3) : « Le marché antique consistait à échanger les produits que nous avons en abondance contre ceux qui nous manquaient ; alors le

(1) Meng-Tseu, VI, II. Trad. des 4 livres classiques, page 594.

(2) D'après Chi-Kouan-pou, voir « Esquisse d'une histoire de droit chinois, page 61.

(3) Meng-Tseu, II, II, 9.

préposé de l'Etat le surveillait. Quand il advenait qu'un mercanti cherchait un endroit dominant pour accaparer tout le commerce, on le jugeait déloyal et on le taxait. Le système de taxation sur les commerçants, ajoute Mencius, trouve ici son origine. Nous nous rappelons ce dont M. Germain Martin nous a parlé : l'impossibilité de faire de la réclame sur le marché fermé du moyen-âge en France. Nous relevons ici en passant une ressemblance (1).

Le commerce pour le commerce était une nécessité, mais le commerce pour le gain avait des conséquences fâcheuses. Du commerce, naîtra une catégorie de professionnels qui commenceront par rompre l'égalité de fortune dans la société, puisque les commerçants se soustrayaient de la catégorie des cultivateurs qui étaient régis par les conditions des terres. Cette crainte amène Tchéou-Li, dans sa classification des professions, à donner le premier rang aux cultivateurs, mais le 6^e aux commerçants.

B) Il ne suffisait pas déshonorer les professions de commerce, si les commerçants tenaient réellement l'économie du pyas et avaient une influence considérable au point de vue financier. L'Etat, tout en laissant le commerce libre tant qu'il n'était pas nuisible, gardait le monopole de régulariser l'équilibre de la répartition de la richesse, de façon à éviter les crises de surproduction ou d'enrayer les accaparements.

(1) Cours de Législation industrielle, par M. Germain-Martin, 1925-

Tchéou-li, Tchong-fou (hôtel de la Monnaie) nous apprend : « Par l'intermédiaire des fonctionnaires des marchés, l'état achète des denrées non vendues au marché et les marchandises inutilisées dans chaque famille. Le prix d'achat est fixé d'après le coût réel de production. L'étiquette sur chaque marchandise porte le prix d'achat. Ces acquisitions par l'état ont pour but de vendre à des acheteurs au moment opportun ; le prix de la revente sera le prix du premier achat ».

Voilà un système d'approvisionnement par l'état qui rendait un service gratuit.

Quant au prêt de consommation, exigé par une nécessité, il fallait que cette nécessité fût prouvée. L'Etat prêteur accordait un délai de 10 jours pour les prêts servant à une offrande et un délai de 3 mois pour les prêts servant à des funérailles. L'intérêt était fixé par l'Etat.

4° — SECTION SOCIALE

Dès la dynastie des Chang, la fonction de chancelier d'Empire s'appelait Heng, (1) qui signifie la balance ou l'égalité. Dans Tchéou-i, à propos des terres, le caractère « égaliser » s'employait très souvent. Au point de vue social, cette égalité absolue qui expliquerait le droit et l'obligation au travail, serait tempérée ou plutôt complétée par l'assistance

(1) Chou-King. I-Chouen.

(2) Meng-Tseu, III, I, 3.

et la prévoyance. Encore l'abstraction doit-elle être faite dans le sens strict de l'égalité car l'égalité n'existait que parmi le peuple. L'inégalité innée de la situation politique était un fait dont nous ne cherchons pas ici la justification (Les écoles de Meiti et de Confucius l'ont justifié).

A) Droit au travail.

Dans une société presque uniquement agricole, — nous disons presque uniquement agricole, parce que Tchéou-Li nous apprend neuf catégories de professions, — l'instrument de travail était la terre. Étatiser les terres, c'est étatiser l'instrument de travail. Pan Kou que nous avons cité dans la section juridique nous dit que l'homme âgé de vingt ans recevait des terres. Meng-Tseu nous dit aussi que l'homme âgé de 16 ans recevait vingt-cinq méou de terre. Tchéou-li dit que la famille, d'un commerçant ou d'un artisan recevait 25 méou de terre par personne bien que le commerçant ou l'artisan ne reçût point de terre. La distribution des terres, c'est la distribution des instruments de travail qui donne à tout le monde le droit au travail.

B) Obligation au travail.

Cette obligation était limitée aux personnes valides ou non atteintes de maladies ni de vieillesse. Car ces personnes avaient le droit à l'assistance que nous étudierons plus tard. Comment obliger les gens à travailler? Tchou-li donnait deux façons d'infliger des peines aux personnes qui ne travaillaient pas.

« La famille qui ne plantait ni murier ni chanvre dans la dépendance de la maison, devait verser à l'Etat une quantité d'étoffe équivalente à celle versée par vingt-cinq familles. La terre qui n'était pas cultivée par le titulaire, supportait l'impôt équivalent à celui payé par trois familles. L'individu qui ne travaillait pas payait l'impôt de cent méou ». Dans ces circonstances on ne voit pas la possibilité de vivre volontairement dans la paresse. Mais l'inconvénient c'est que celui qui ne travaillait pas était souvent insolvable. Les peines pécuniaires ne semblaient pas agissantes. Il s'ensuivait d'autres peines plus efficaces.

« L'individu qui n'élevait pas d'animaux, n'avait pas de viande pour honorer l'esprit des ancêtres. Celui qui ne cultivait pas, n'avait pas de riz pour l'offrande, ce qui était une peine grave pour un peuple qui s'occupait tant des rites. Celui qui ne plantait pas d'arbres, n'avait pas de couvercle supérieur sur son cercueil : le sépulcre était si sacré ! Celui qui n'élevait pas de vers à soie, ne s'habillait pas en soie. Celui qui ne tissait pas de chanvre, n'avait pas de vêtements de deuil pour la mort de ses parents : peine grave pour un peuple qui encourageait tant la piété filiale ! »

C) Assistance.

Au point de vue social, Tchéou-Koung a bien compris que les règles rigides posées par le système Tsing devaient être tempérées par l'esprit d'assistance. Voici les occupations du grand directeur de

multitude (1) qui contenaient six manières de protection et de pacification.

1°. — Protection des enfants.

Commentaire : l'enfant âgé de moins de quatorze ans ne participait ni aux travaux, ni aux corvées.

2°. — Subvention aux vieillards.

Pan-Kou dit qu'à l'âge de soixante ans, l'homme n'était plus obligé de travailler. Tchéou-li mentionne l'âge de soixante-dix ans comme l'âge admis aux subventions cantonales. Entre l'âge de soixante et de soixante-dix ans, les vieillards devaient être, à notre avis, à la charge de leurs enfants. A cet âge là, ils étaient assez valides pour dédommager un peu la famille qui les nourrissait. C'est à partir de soixante-dix ans que l'institution cantonale se chargeait de subvenir à leurs besoins. Les sages encourageaient bien la piété filiale, mais dans une mesure raisonnable.

Mencius n'oubliait jamais de parler des vieillards aux seigneurs qui lui demandaient conseil sur les moyens de gouvernement et il leur répétait très souvent (2) :

« La plantation des mûriers dans les dépendances assurent les vêtements de soie à des personnes âgées de cinquante ans. Faire reproduire les poules, les porcs et les autres animaux à temps, c'est assu-

(1) Tchéou-li, grand directeur de multitude, XVI.

(2) Meng-Tseu, I, I, 2, au prince de Liang ; — Meng-Tseu I, I, 6, au prince de Tsi.

rer la viande aux vieillards de soixante-dix ans. Soigner l'éducation, prêcher la piété filiale et le respect pour les vieillards, c'est le moyen de ne plus voir les hommes à cheveux gris porter des fardeaux sur les routes. Mencius prêtait particulièrement attention à cette dernière phrase.

3°. — Aide aux malheureux.

C'étaient des personnes âgées sans époux, sans épouses ou sans enfants et des jeunes orphelins (1).

4°. — Secours aux nécessiteux.

5°. — Tolérance pour les malades. Au point de vue des travaux publics dont ils étaient exemptés.

Les cinq premières institutions sont des protections ou des assistances proprement dites. Mencius (2) dit qu'on vit dans le même canton et qu'on y meurt. On travaille ensemble. On partage entre chacun, le soin de la défense et des veilles, on se prête un mutuel secours en cas de maladie. Tous les habitants s'aiment et vivent en bonne intelligence.

L'esprit d'assistance aboutit à ce que le monde vit en bonne intelligence.

Confucius n'a-t-il pas dit avec raison : (3)
« Le souci d'un prince, ce n'est pas le petit nombre de sujets, mais le défaut de justice, ce n'est pas le manque de ressources, mais le manque de l'esprit d'union et de paix. »

(1) Meng-Tsen, I, II, 5.

(2) Meng-Tsen, III, I, 3.

(3) Lun-Yu, VIII, chapitre 16.

6°. — Tranquillité aux riches.

Si l'assistance est donnée aux malheureux, il faut que la tranquillité soit donnée aux riches. Et c'est la sixième et dernière institution.

Li-Kin attribue la richesse au travail et dit qu'il est juste que celui qui travaille plus intelligemment et plus courageusement garde le produit de son travail sans être inquiété. Le terme « Riche » dans Tchéou-li n'est que tout à fait relatif, justement le système Tsing empêchait la concentration des grandes richesses.

Le rédacteur principal de Tchéou-Koung-I-Chou dit que l'esprit d'épargne serait détruit si les riches n'avaient pas la tranquillité nécessaire. S l'esprit d'épargne était détruit, il y aurait trop de gens qui demanderaient l'assistance. Encourager l'épargne c'est se conformer à l'esprit d'assistance ou plutôt le devancer.

D) Prévoyance.

Wang-Tseu nous dit simplement : « Sur trois années de labeur il faut qu'il y ait une réserve pour un an. Pour neuf années de labeur, il faut qu'il y ait une réserve pour trois années. »

Cette réserve n'était certes pas privée mais publique. Bien mieux, même dans le cas où une principauté voisine souffrait d'une famine, le refus de secours était un crime. Cette règle exista même jus-

qu'au commencement de la décadance des Tchéou (1).

5° — SECTION FINANCIERE

Nous avons dit dans notre exposé général sur le système Tsing, qu'en matière d'impôt, les Tchéou employaient selon les arrondissements plus ou moins peuplés, le système Kong des Hia ou le système Tsou des Chang.

D'après Tchou-Hi, commentateur de Meng-Tseu, l'arrondissement le plus peuplé était celui qui était le plus proche de l'administration et l'arrondissement le moins peuplé était celui qui en était le plus éloigné.

Pour les arrondissements les plus proches de l'administration, la surveillance et le recensement en vue du prélèvement de l'impôt étaient plus faciles. Pour les arrondissements les plus éloignés, le système Tsou avec le champ d'Etat, paraissait plus simple.

Long-Tseu (2), sage de l'antiquité, nous montre sa préférence pour le système Tsou. Mencius nous rapporte ses paroles « Le système Tsou, dit-il, est incomparablement supérieur au système Kong. La raison en est que, dans le système Kong, on prend la

(1) Ne pas refuser le secours au pays voisin, Meng-Tseu, VI-II, 4. Liv. class. traduction Couvreur, page 598.

(2) Meng-Tseu, IV, I, 3.

moyenne des récoltes de plusieurs années et on impose d'après ce chiffre moyen. Quand l'année est très bonne, les grains abondants, nul ne dirait qu'il est cruel d'imposer un peu plus ; mais en fait, on ne base l'impôt que sur ce chiffre moyen. Quand l'année est mauvaise, on a beau fertiliser le terrain, la récolte n'en sera pas moins déficitaire. Imposer le chiffre moyen, c'est demander aux contribuables ce qui est en dehors de leur capacité. »

Au contraire, on ne trouve pas ce même inconvénient dans le système de T'sou. La chance de bonne ou de mauvaise année est cantonnée au champ d'Etat, c'est une garantie pour les contribuables.

On remarque facilement que l'idée de favoriser le peuple se manifeste encore dans le système financier. Justement à cette époque la notion de l'Etat se confondait avec celle du souverain. Favoriser l'Etat, c'était favoriser le prince, ce qui était contraire aux principes d'un bon gouvernement. Si favorable que ce soit aux contribuables, le système d'impôt ne laisse-t-il pas souffrir les finances publiques de l'instabilité des recettes ? Il est probable que la maxime « Régler les dépenses d'après les recettes » en est le remède ; ce qui est le contraire du système moderne où les recettes doivent être calculées d'après les dépenses. Mencius (1) dit que le système Tsi

(1) Meng-Tseu, IV, I, 3.

était le système d'impôt propre à la dynastie des Tcheou. Le caractère « Tsi » faisait allusion à un système où les récoltes de neuf cents méou étaient mises en commun, puis partagées en neuf portions égales. L'Etat, comme chaque cultivateur, en recevait une. C'était la perfection au point de vue de garantie pour l'Etat comme pour les particuliers.

Nous croyons plus à ce système unique qu'au système dualiste exposé dans le commentaire de Tchou-Hi, car Tchéou-Koung ne se serait pas contenté de copier les systèmes des dynasties précédentes sans les perfectionner.

CONCLUSION DU CHAPITRE Ier

Le souvenir du vieux système Tsing évoqué et célébré par les lettrés de Chine, fait rêver à l'âge d'or qu'il a apporté à nos ancêtres. Pour que ce système fût viable, il eut fallu, comme nous venons de l'exposer, que l'Etat fût Providence et interventionniste ; que l'Etat intervienne avec plus de bonté que de force ; que la paix fût assurée aussi bien entre les états qu'entre les classes.

Ho-Sio, commentateur du Koung-Yamg (Tchou-en-Tsio) nous montre l'esprit du système Tsing qui consiste à ne pas laisser la terre stérile, à ne pas trop surcharger une seule famille, à rendre les mœurs identiques, à établir égalité entre les habiles et les maladroits, à mettre la richesse à la disposition de tous.

« Jamais, dit M. Biot père, (1) un réseau d'institutions à mailles si étroites et si rigides, n'a été étendu sur une portion de la race humaine. »

Cela explique bien l'interventionnisme d'Etat, mais l'esprit de la grande union, c'est-à-dire l'esprit de la bonté, exerce aussi une influence.

Li - Yun (2) nous fait admirer la grande union : L'esprit constitutif de cette union se résume en deux phases : « On n'aime pas que la richesse reste dans la terre, mais il n'est nécessaire que cette richesse vous appartienne ; on n'aime pas que la force reste dans les corps, mais il n'est pas nécessaire que le résultat de la force employée vous appartienne. »

Nous nous expiquons sur les causes de la possibilité du développement de ce « communisme pacifique de solidarité », définition que M. Tsai Yong Pei, directeur de l'Université de Pékin a donné à ce système (3).

(1) J.-B. Biot, avertissement du Tchcou-li, page 29.

(2) Chapitre de Li-Ki.

(3) Revue Bleue, 2 février 1924. Renaissance de la Chine par Y.-P. Tsai.

CHAPITRE DEUXIEME

Causes de la transformation du système de la propriété foncière

En 350 avant J.-Ch., date mémorable, Chang-Yang, le ministre du royaume de Tsin, détruisit le système Tsing et accorda aux cultivateurs la libre acquisition des terres. Officiellement, ce fut Chang-Yang ; mais un système ne se changeait pas du jour au lendemain. Avant d'étudier les causes particulières à Chang-Yang, nous examinerons les causes générales ; ce sont les causes politiques, économiques, sociales et financières, auxquelles nous ajouterons la cause particulièrement intéressante des idées philosophiques.

1° — *CAUSES POLITIQUES*

A) A partir de la période de la décadence des Tchéou, la croyance au ciel fit place au scepticisme.

Les exemples, dans Che-Knig, sont nombreux (1). Dans les moments de troubles politiques, la justice divine ne pouvait plus coïncider avec les faits quotidiens. Koung-Tchen-Tsio (2) lui-même, sage ministre de l'époque, reconnaissait que la voie du ciel était lointaine. Inutile de dire quelle était la conception des mauvais ministres ou des mauvais souverains.

B) Les guerres extérieures et intérieures déchiraient le pays. Des principautés qui existaient au commencement des Tchéou, au nombre de huit cents, il n'en restait qu'une dizaine à la fin de cette dynastie. Les douleurs, les souffrances dues à la continuité de la guerre et à la dispersion des familles, étaient exposées dans les chansons populaires. Che-King nous en donne une image pendant la période des 8ème, 7ème et 6ème siècles avant J.-Ch.

Souffrance de la séparation.

« Je monte sur une colline pour regarder de loin la demeure de ma mère. Ne dit-elle pas maintenant :
« Hélas, mon petit est toujours à la guerre et n'a
« de repos ni jour, ni nuit. Qu'il soit prudent et me
« revienne ! » (3).

« Une herbe pousse seule dans un coin caché de

(1) Liang-Tsi-Chao, « histoire de la philosophie politique de la Chine antique », page 47.

(2) Tchoueu-Tsio, Tsou-Tchoueu.

(3) Che-King, § Tchi-Tsi.

la montagne ; l'humidité la baigne comme des pleurs. Une jeune fille séparée de son fiancé, pleure dans le silence comme l'herbe de la montagne. Elle pleure sans bruit : ses soupirs ne sont pas entendus ! » (1).

D'autres racontaient la longue durée des années de guerre :

« Quand je partis jadis, les jeunes saules avaient l'air de vouloir me retenir. A présent, je reviens avec la neige et la pluie. La route est si longue, et j'ai faim et j'ai soif ! Je souffre du fond du cœur, mais on ne connaît pas ma douleur. » (2).

D'autres exprimaient la misère générale de l'époque :

« Les moutons ont une tête qui montre leur maigreur. Dans les filets que l'on jette pour attraper les poissons, seules, trois étoiles se laissent prendre. Jamais on ne mange à sa faim, à peine trouve-t-on de quoi la calmer. » (3).

« Un lapin, bien que malin, est toujours inquiet, puisque le faisan s'est laissé prendre au filet. Dans mon enfance, je ne connaissais pas le malheur ; depuis que je suis homme, je rencontre partout un filet, comme le faisan. Que je voudrais dormir sans jamais me réveiller ! » (4)

« Cette fleur a des feuilles qui l'entourent. Si

(1) Che-King, Wang-Fong, § Tchong-Kaou, Yao-Tseu.

(2) Che-King, Siao-Ya, § Tche-Wei.

(3) Id., § Tiao-Tse-Hao.

(4) Id., § Tou-Yueu.

j'avais su que moi, je devais être seul au monde; j'aurais préféré ne pas voir le jour. » (1)

Les princes qui avaient perdu leur fief, faute de pouvoir lutter contre les seigneurs plus forts qu'eux, cherchaient un asile ailleurs et connaissaient aussi les misères :

« Nous sommes dans la misère, oui, dans la misère, mais pourquoi restons-nous ici ? Si ce n'était pas à cause de notre prince, nous ne serions pas dans la boue » (2). Ainsi se lamentaient les fidèles d'un roi exilé.

« Comme il est jeune et beau le petit de l'oiseau qui s'appelle Liœu-li (Liœu-li est beau étant jeune, mais devient laid en grandissant. Cette allusion est faite à toute personne heureuse pendant sa jeunesse, et que les malheurs accablent plus tard). Nos oncles qui nous hospitalisent, sont-ils sourds comme s'ils se bouchaient les oreilles, puisqu'ils n'entendent pas nos misères ? » (3)

Les principautés qui n'avaient pas sombré dans le tourbillon de l'époque avaient leur centre de gravité déplacé. Confucius (4) raconte que dans la principauté de Lou, les trois familles de King, c'est-à-dire des ministres exerçaient de fait la fonction du roi depuis quatre générations. La principauté de Tsin fut partagée par les trois ministres, en 403 avant J.-C. En 386 av. J.-C., la principauté de Tsi

(1) Che-King, § Tiao-Tse-Hao. (2) Id., § Se-Wei.

(3) Id., § Mao-Tsiao. (4) Luu-Yu, XVI, 3.

vit un ministre devenir roi. L'Empereur qui avait perdu toute son influence, se contentait de régulariser la situation des usurpateurs. De très bonne heure, les seigneurs féodaux ne lui rendaient plus de compte, ils ne lui rendaient même pas de simples visites. Le grand mérite de Tsi-An-Koung, roi de la principauté de Tsi, de 685 à 643 avant J.-C., consista à amener les seigneurs à aller rendre visite à l'Empereur.

2° CAUSES ÉCONOMIQUES

Malgré les troubles politiques, la population a sensiblement augmenté. C'est la cause économique la plus connue et la plus acceptée.

Mais d'autres causes économiques sont, à notre avis, encore plus importantes :

A) L'apparition de la monnaie.

B) L'extension du commerce.

L'origine de la frappe est attribuée à Tai-Koung, le premier roi de la principauté de Tsi. Dans Tchou-en-Tsio, on ne voit de traces de monnaie que tout à fait à la fin. Ce fait coïncide avec l'essor du commerce.

Koan-Tchong, ministre de Tsi-An-Koung, en 685-642 avant J.-C. fut un économiste et un financier de premier ordre. Ce fut le premier qui encouragea le commerce. Nous aurons à étudier son étatisme

économique dans un appendice que nous nous proposons d'ajouter à la fin de cette étude (1).

Touen-Mei-Tche, connu sous le nom de Tseu-Kong, un des meilleurs disciples de Confucius, devint, par le commerce, aussi riche que les seigneurs; bien que son maître n'approuvât pas son esprit matériel, il admirait ses succès dans la spéculation (2).

Tao-Tchou-Kong, ministre de la principauté de Yio, au 5ème siècle avant J.-C., arriva par le trafic, à amasser, trois fois dans sa vie, mille livres d'or, somme énorme pour l'époque. Il la distribua également trois fois à des parents nécessiteux (3).

Cela montre que par suite du commerce et du trafic, la formation des groupes professionnels prenait une proportion plus grande que dans le marché fermé, et l'apparition de la monnaie ou l'utilisation des métaux éliminait l'échange primitif qui était le troc.

D'autre part, même les vulgaires commerçants, savaient protéger contre les principautés voisines l'intérêt matériel, voire moral, de leur patrie (4).

Les deux exemples suivants sont frappants : l'un concerne Chen-Kao, commerçant de la principauté de Tchéng, qui, par son stratagème, déjoua le projet des ennemis. L'autre touche aussi un commerçant

(1 et 3) Mémoires historiques de Se-Ma-Tsieu, chap. des commerçants.

(2) Luu-Yu, XI, 17.

(4) Tchoueu-Tsio.

du même royaume, qui refusa énergiquement de livrer un anneau de jade qu'un ministre de la principauté de Tsing lui réclamait de force. Il a su garder intact l'honneur de sa patrie en ne se pliant pas aux désirs d'un ministre étranger.

L'esprit patriotique naquit dans la fréquence du commerce international.

3° — CAUSES SOCIALES

Les troubles politiques, les changements économiques amenèrent des bouleversements sociaux que nous désignerons sous deux rubriques :

A) La disparition de la hiérarchie féodale.

B) La naissance d'une nouvelle hiérarchie entre les riches et les pauvres.

A) Che-King, dont une partie était un recueil de chansons populaires, nous donne à ce sujet quelques strophes satiriques :

« Le voisin de l'est subit le travail sans espoir. Celui de l'Ouest se fait admirer dans ses vêtements de luxe. Le batelier se revêt de belles fourrures. Le fils d'un favori essaie toutes les fonctions. » (1)

Les gens les plus vulgaires parvenaient, comme on le voit, à une classe qui était au-dessus de la leur.

Dans Lun-Yu, Koung-Sou-Weng-Tse, préfet de

(1) Che-King, § Ta-Tong.

Lau, faisait avancer son subalterne en même temps que lui (1).

Nin-Tzé et Pé-li-chi, deux garçons bouviers, à l'époque de Tchouen-Tsio, devinrent tous les deux ministres d'un royaume.

Le vulgaire commerçant Chén-Kao, déjà cité, joua aussi un rôle politique.

Tout cela montre bien que la couleur jadis si distincte, dans la hiérarchie féodale, pâlisait à mesure que le temps passait.

Nous en trouvons quatre causes :

a) Le mariage entre les nobles et le peuple n'était pas interdit.

b) La règle de « la lignée principale » obligeait les descendants des branches cadettes à s'en aller ailleurs à partir de la cinquième génération. Les descendants se confondaient avec le peuple, y mêlant ainsi leur sang noble et leur éducation.

c) L'émigration de la noblesse faisait perdre sa qualité. Confucius était du peuple dans la principauté de Lou, mais il avait son ancêtre Kong-fou Kia, de la famille des ministres du royaume de Song.

d) Les troubles politiques intérieurs dégradèrent les familles nobles ; ainsi, les quatre familles Laong, Sié, Sin, Yeun, de la principauté de Tsing, devinrent de simples commis dans l'administration (2).

B) La hiérarchie féodale commençant à disparaître

(1) Luu-Yu, XIV, 17. Confucius l'approuve.

(2) Tchoueu-Tsio.

tre, fit place à celle des classes des riches et des pauvres. C'est encore le recueil des chansons populaires qui nous renseigne le mieux :

« En grelottant, on marche sur la gelée blanche en chaussons de paille. Oh ! le beau jeune homme qui semble si à l'aise sur la grand'route. Il va et vient et mon cœur se serre. » (1)

« Ces misérables chaussons de paille ! C'est grâce à eux que je peux aller sur la gelée blanche. Les mains des couturières, gonflées par les engelures ! C'est grâce à elles que les vêtements sont cousus. La taille et l'encolure sont si bien, c'est pour que la belle dame les revête. La belle dame est si calme ; elle s'admire avec son épingle d'ivoire. Comme son cœur n'est pas charitable, on lui chante un air satirique. » (2)

Ces pauvres, qui travaillaient pour les riches, n'en étaient pas moins dans la misère. Hou-Che compare ces vers à la « Chanson de la Chemise » de Thomas Hood (3).

D'autres vers exprimaient l'état des choses à l'époque :

« Ils ont de bons vins et de bons mets, ils rassemblent des parents et font bonne chère. Et moi, je reste seul, avec ma douleur sourde ! »

« Ils habitent de grands palais, ils possèdent des quantités de céréales et nous n'avons pas de quoi vi-

(1) Ché-King, § Tao-Tong.

(2) Id., § Kéou-Tsu.

(3) Hou-Che, « Histoire de la philosophie de la Chine antique », page 41.

vre. O Ciel ! qui abrège notre vie et nous abandonne. Qu'importe les riches ? Aie pitié de nous, les pauvres malheureux ! » (1)

« Coup après coup, on abat le santal pour le mettre au bord de la rivière dont l'eau est si limpide. C'est à force de travail qu'on arrive à abattre les arbres. Mais celui qui ne cultive ni ne moissonne, pourquoi peut-il prendre trois cents grenier de blé ? Celui qui ne chasse point, comment peut-il avoir du gibier suspendu dans sa cour ? Il n'y a que des hommes justes qui ne mangent que d'après leur mérite ! » (2).

L'excès de l'injustice sociale provoque aussi d'autres paroles de révolte : « La terre qui ne t'appartient pas, tu t'en empires quand même. Les personnes qui ne te sont pas soumises, tu les accapares. Celui-ci qui est innocent, tu l'emprisonnes ; et celui-là qui est coupable, tu le sauves ! » (3)

L'hostilité contre les familles puissantes enrichies par les circonstances politiques et économiques, enlevaient la paix sociale. Cette hiérarchie nouvelle devenait plus tyrannique par rapport à l'ancienne, à mesure que l'esprit d'assistance, si développé jadis, s'effaçait devant l'esprit de lutte.

4° — CAUSES FINANCIÈRES

En 600 avant J.-C., la principauté de Lou, dans la 15ème année du règne de Chouen-Koung, commen-

(1) Che-King, § Tchen-Yu.

(2) Che-King, § Fa-Tan.

(3) Id., Tsieu-Hau.

gà à taxer les terres par meou. Les commentateurs de Tchouen-Tsio blâmèrent cette augmentation des charges aux cultivateurs. Les lettrés prétendirent que c'était le premier pas vers la destruction du système Tsing. Il n'en fut rien, à la vérité. La terre était alors trop morcelée en fiefs, les recettes royales ne suffisaient plus aux dépenses causées par le train de vie trop luxueux des princes et l'entretien des dépenses militaires. On inventa une taxe générale sur les terres du royaume, en dehors de l'impôt du dixième, prélevé par les fonctionnaires dotés en fiefs. Cette taxe était, bien entendu, payée par les cultivateurs.

De même, en 499 avant J.-C., Yen-Yun, ministre de la principauté de Tsi, racontait que le peuple fournissait à l'Etat les deux tiers du produit de son travail et n'en gardait qu'un tiers pour se nourrir et s'habiller. La lourdeur de l'impôt était générale à l'époque.

En 483 avant J.-C., Tchouen-Tsio nous rapporte que dans la principauté de Lou, les aides à titre temporaire, devenaient permanentes. Elles devaient trouver leur assiette dans la terre, et faisaient abstraction de la personne qui devait payer ou être exemptée.

Confucius désapprouve l'aggravation de l'impôt lorsque son disciple Yien-Yô, commis par le ministre de Lou, lui demanda son opinion sur cette question. « Si le ministre, dit Confucius, veut bien agir, il n'a qu'à se modeler sur Tchéou-Koung; s'il se con-

tente d'un à peu près, il est inutile qu'il me demande mon opinion. » (1)

Lun-Yu, encore à propos de ce même disciple Yien-Yo, nous rapporte ceci : Tsi-Che, ministre de Lou, était plus riche que Tchéou-Koung ; Yien-Yo l'aidait encore à s'enrichir par l'impôt. Confucius dit à ses disciples : « Yo n'est pas mon élève, je vous permets d'aller le blâmer en battant le tambour. » (2)

Lun-Yun (3) nous rapporte aussi que lorsque Ngai-Koung de Lou demandait à Confucius le moyen de suffire à la dépense de l'Etat, celui-ci lui proposa le système Tsi qui consistait à prendre le dixième du produit de terre comme impôt.

Deux dixièmes, répliqua le prince, ne me suffisent pas, comment un dixième me suffirait-il ? Si le peuple a sa suffisance, fit le sage en concluant, le prince ne l'a-t-il pas avec tous ses sujets ? Si le peuple manque du nécessaire, le prince n'en manque-t-il pas lui aussi ? »

Cela voulait dire que les impôts onéreux rendant les cultures difficiles ou impossibles, ruinent le peuple et l'Etat. On voit ainsi les désordres et les exactions en matière de finances.

5° — *CAUSES DUES AUX IDEES PHILOSOPHIQUES*

Les troubles politiques, les bouleversements économiques, les inquiétudes sociales et les désordres

(1) Kaou-Yu. Lou-Yu.

(2) Lou-Yu, XI, 16.

(3) Lou-Yu, XII, 9.

financiers travaillèrent à la ruine de la fondation sur laquelle était bâti le magnifique château féérique qu'était le système Tsing. Lorsque Chan-Yang en commença officiellement la destruction, c'était déjà un système qui s'ébranlait, comparable ainsi à ce même château qui n'aurait plus été situé sur un terrain ferme. Mais avant de toucher à ce grand monument, n'avait-on pas songé à la restauration ? ou bien quelles étaient les opinions de l'époque vis-à-vis d'un tel système ? Ce serait l'étude des idées philosophiques pendant la période de la décadence des Tchéou. Les idées furent très fécondes.

La période de 720 à 220 avant J.-C., fut une période d'éclosion au point de vue de toutes sortes de sciences. Les sciences économiques et sociales, particulièrement, occupèrent beaucoup les philosophes. La recherche d'une solution pour sortir du déséquilibre social passionnait les grands cerveaux. Les idées, bien que platoniques tout d'abord, finirent par acquérir une influence considérable. On y trouve les causes indirectes de la disparition du système Tsing.

Ces idées philosophiques peuvent être divisées en quatre écoles :

- A) L'école de Lao-Tseu : individualisme et principe négateur de l'Etat.
- B) L'école de Mei-ti : égalitarisme sentimental.
- C) L'école de Confucius : traditionnalisme.
- D) L'école des juristes : réformateurs.
- A) L'école de Lao-Tse.

Idee contre l'état.

Lao-Tse, comme tout autre penseur, élaborait sa philosophie dans un milieu trouble, s'élevait en révolutionnaire contre l'institution d'Etat, non seulement de l'Etat, mais encore de la Providence.

« Si le peuple a faim, c'est parce que les gouvernants se sont trop repus. Si le peuple est difficile à gouverner, c'est parce que les gouvernants cherchent toujours à lui compliquer l'existence. Si le peuple ne craint pas la mort, c'est parce que les gouvernants pensent trop à vivre. » (1)

« Quand le peuple ne craint plus la mort, il est inutile de l'effrayer avec la mort » (2).

« Plus les lois sont compliquées, plus il y aura de bandits et de voleurs (3). Brisez les mesures de capacité et la balance, vous verrez que le peuple ne se disputera plus » (4).

« La tendance des hommes, c'est d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres » (5).

Toutes ces idées conduisaient aux extrêmes. Elles devaient aboutir à la destruction et à l'anéantissement de la force sociale. Ce philosophe au point de vue économique célébrait la cité fermée. Voici le type d'un état imaginé par cette école.

« Un petit pays, avec très peu d'habitants, possè-

(1) Lao-Tseu, § 75.

(3) Lao-Tseu, § 57.

(5) Lao-Tsen, § 77.

—(2) Lao-Tseu, § 74

(4) Tchong-Tsen, I, 4, 3.

de dix ou cent fois plus de richesses qu'il ne lui en faut et ne s'en sert point. Son peuple n'aime pas à émigrer. Il ne se sert pas des bateaux et des voitures qu'il possède. Les armes et les cuirasses ne sont pas exhibées. On revient à l'état antique et on pratique le système des nœuds pour marquer les événements. (Dans l'antiquité reculée avant l'invention de l'écriture, les habitants de la Chine marquaient les grands événements en faisant des nœuds sur un bout de ficelle). Chacun trouve sa nourriture bonne, son vêtement joli, sa maison confortable, ses mœurs gaies. On se voit d'un pays à l'autre, le caquet des poules et les aboiements des chiens s'entendent dans le pays voisin, mais chacun reste chez soi, toute la vie, sans fréquenter les autres (1).

L'état naturiste tel que cette école le concevait n'est que de supprimer le progrès humain pour se conformer à sa propre conception de la nature. Par exemple, les hommes ne connaissaient pas la balance et ne savaient pas se disputer comme elle le prétendait, c'est l'instinct naturel ; puis, l'homme a inventé la balance, parce qu'il en a eu besoin, c'est encore de l'instinct naturel ; puis ses querelles après avoir connu la balance, c'est encore de son instinct naturel. Lao-Tseu dit : « Brisez les balances, vous ne verrez plus de disputes ». Quelle conception étroite de la « nature humaine » ?

(1) Lao-Tseu, § 80.

Idee contre la Providence

Quant à l'audacieuse phrase que Lao-Tseu prononçait à l'égard de la Providence : « Le ciel est insensible, il traite tout et tous comme des pores et des chiens » (1); cela prouve qu'il était un neurasthénique et un pessimiste révolté.

Son influence a été considérable à l'époque et même après. Lao-Tseu fut le fondateur de l'école Toïsme.

Yang-Tchou, Tcheng-Tchong et Hui-Hing, appartenaient à cette école.

Le premier pratique l'individualisme qui vit avec le monde.

Le second, l'individualisme qui fuit le monde.

Le troisième est un négateur de l'organisation existante de l'état.

a) Yang-Tchou (2).

Pour Yang-Tchou, la solidarité et la coopération de la société ne sont pas nécessaires. « S'il fallait arracher un sourcil pour faire en profiter le monde entier, Yang-Tchou refuserait de le faire. Mais il n'accepterait pas non plus de sacrifier le monde pour en tirer profit à lui seul. Si nul ne se sacrifiait ni ne profitait, le monde serait en parfaite harmonie ».

(1) Lao-Tseu, § 5.

(2) Li-Tseu, chap. VII.

Nous disons que c'est la justice poussée jusqu'à l'extrême sécheresse.

b) Tcheng-Tchong, contemporain de Mencius.

D'après Meng-Tseu, « Tcheng-Tchong naquit de la famille noble de Tsi. Son frère aîné possédait un fief qui lui rapportait dix mille tchong (mesure de capacité) de grains de revenus » (2).

« Tchong jugea que les revenus de son frère étaient mal acquis, et ne voulut pas recevoir de lui la nourriture ; il s'imagina que la maison de son frère était un bien mal acquis et ne voulut pas l'habiter. Il fuit son frère, quitta sa mère et alla demeurer à Ou-Ling. A Ou-Ling, il passa trois jours sans manger : déjà ses oreilles n'enfendaient plus, ses yeux ne voyaient plus. Au bord d'un puits se trouvait un prunier qui avait encore un fruit plus d'à moitié rongé par un ver. Tchong se traîna à l'aide des pieds et des mains jusqu'après de l'arbre pour manger le fruit. Il en avala trois morceaux, la vue et l'ouïe lui revinrent.

Tchong faisait des souliers et sa femme filait le chanvre pour avoir de quoi louer une maison et acheter des vivres ».

Etant de la noblesse, Tcheng-Tchong professait cette philosophie et donnait lui-même l'exemple ; il avait beaucoup d'influence à l'époque. Ainsi la reine de Tchao demandait à l'envoyé de Tsi : « Pourquoi

(1) Meng-Tseu, III, II, 10.

n'a-t-on pas encore supprimé Tcheng-Tchong qui, par son exemple, amènerait le peuple à vivre dans l'isolement » (1).

c) Hui-Hing fut le révolutionnaire le plus redoutable de l'époque.

« Un faux sage, nommé Hui-Hing, qui se vantait de suivre les doctrines de Chenn-Noung, alla de la principauté de Tsou à celle de Teng. En arrivant à la porte du palais, il fit dire au prince Wenn : « Des habitants d'un pays lointain ont appris que l'administration du prince était très bienfaisante. Ils désirent obtenir de lui une habitation et devenir ses sujets ». Le prince lui assigna un endroit pour sa demeure. Ses disciples qui étaient plusieurs dizaines, portaient tous des vêtements de laine. Ils faisaient des souliers de chanvre, et des nattes pour gagner leur vie (2).

Tchenn-Siang et son frère Sin, disciples de Tchenn-Liang prenant, sur leurs épaules, leurs charrues et leurs socs, allèrent de Song à Teng, et dirent : « Nous avons appris que le prince gouverne à la manière des grands sages de l'antiquité ; qu'il est lui-même un grand sage, nous désirons être sujets de ce grand sage.

Tchenn-Siang alla voir Hui-Hing et fut charmé de son genre de vie. Il laissa de côté ce qu'il avait

(1) Kaou-Tsai, Tchao-Tsai.

(2) Meng-Tseu, IV, I, 4.

appris de Tchenn-Liang et se mit à l'école de Hui-Hing.

Tchenn-Siang alla voir Mencius, répétant les leçons de Hui-Hing, qui dit : « Le Prince de Teng veut être un prince vraiment sage, mais il ne connaît pas encore la voie de la vertu. Un prince sage, cultive la terre comme le peuple pour en tirer sa nourriture. Il prépare lui-même son dîner et son souper et en même temps il gouverne ses sujets. Le prince a des greniers, des magasins et des trésors : c'est vexer le peuple pour s'enrichir lui-même. Mérite-t-il d'être appelé sage ? »

Hui-Hing professait, comme on le voit, le gouvernement paysan ou plutôt il ne reconnaissait pas la nécessité d'un gouvernement.

Il alla encore plus loin en prophétisant la fin économique de la philosophie de Hui-Hing :

« Si l'on suivait les principes du philosophe Hui, les prix seraient fixés sur le marché; dans tout le pays on ne verrait plus de fraudes. Un enfant pourrait aller au marché, personne ne le tromperait. La toile de chanvre et le plus beau tissu de soie, à quantité égale, se vendraient au même prix. Le chanvre brut et le chanvre nettoyé, la soie fine et la soie grossière se vendraient au même prix. Les différents grains, à quantité égale se vendraient au même prix. Toutes les chaussures à grandeur égale se vendraient de même. »

Hui-Hing touchait la limite des deux Ecoles : il

partait de l'école révolutionnaire de Lao-Tsu pour aboutir à l'idée égalitaire de Mei-Ti.

B) L'école de Mei-Ti.

Mei-Ti attribua à l'égoïsme, l'origine de tous les désordres sociaux.

« Le grand sage Mei-Ti a pour tâche de gouverner l'univers. Il ne doit pas négliger l'origine des désordres sociaux. Cette origine est que les hommes ne s'aiment pas : le fils égoïste n'aime pas son père, aussi s'enrichit-il aux dépens de son père. Le frère cadet égoïste n'aime pas son frère aîné, aussi s'enrichit-il aux dépens de celui-ci. Les sujets égoïstes n'aiment pas le prince, aussi s'enrichissent-ils aux dépens de ce dernier. S'il y a réciprocité de part et d'autre, c'est parce que les hommes ne s'aiment pas.. Le bandit qui aime sa famille, n'aime pas la famille d'autrui, aussi vole-t-il son voisin pour enrichir sa famille. L'assassin qui aime son corps, n'aime pas le corps d'un autre, aussi tue-t-il son voisin pour en profiter... De même les fonctionnaires qui souhaitent des malheurs à leurs collègues pour prendre leur place et les princes qui se font la guerre ! » (1)

Pour corriger ce vice d'origine, Mei-ti proposait l'affection universelle, ou l'égalité d'affection. Ce sentiment, quelque beau qu'il soit, est plutôt utopique que réaliste.

(1) Mei-Tseu, ch. IV, égalité d'affection, sect. 1.

Mei-ti, bien qu'émettant le principe de l'égalité d'affection, reconnaissait, au point de vue de l'organisation politique, la domination de l'Elite (1).

Au point de vue économique, il reconnaissait la nécessité de la division du travail.

« Chacun travaille d'après sa capacité, dit-il dans le chapitre de l'épargne. » (2)

Dans le chapitre Koung-Meng : « Chacun travaille d'après ses forces et sa capacité » (3).

Dans une parabole, il dit : « Dans la construction d'un mur, les uns travailleront à la fondation, d'autres sont occupés à ranger les briques, d'autres encore à mettre la terre au milieu du mur (4). Pour l'intérêt commun, il en est de même. Ceux qui savent discuter discutent. Ceux qui sont capables d'enseigner, enseignent. Ceux qui savent agir, agissent. »

Aussi il citait très souvent ces phrases : « N'épargne point ta force musculaire ! Epuise ton intelligence ! » (5).

Il se différencia de Hui-Hing à ce point de vue très remarquable, car celui-ci n'honorait que le travail musculaire.

(1) Mei-Tseu, ch. IV. Sect. I, II, III.

(2) Mei-Tseu, ch. VI, II.

(3) Mei-Tseu, IX, V.

(4) Mei-Tseu, XII, II.

(5) Mei-Tseu, XI, III.

En ce qui concerne la production, Mei-Ti détestait le luxe et encourageait l'épargne.

Dans le chapitre de l'épargne, il dit : (1) « Les grands sages n'acceptent aucune production qui occasionne plus de frais sans augmenter l'intérêt intrinsèque de la communauté. » Il répétait les mêmes paroles dans le chapitre de Tché-Kao (2), en y ajoutant un exemple : « Le vêtement, dit-il, a pour but de convenir au corps et de le protéger contre le froid ; la soie brodée luxueusement n'ajoute rien à la chaleur qui est le but. »

Il réduisait la vie à une sphère de nécessité primordiale. Il supprimait la notion artistique comme inutile au besoin social de l'homme ; aussi détestait-il la musique comme un plaisir superflu et dangereux (3).

Tout cela s'explique quand on sait que Méi-ti craignait toujours l'insuffisance dans la production et que pour lui, épargner c'est produire (4).

C) L'école de Confucius.

Le caractère « Jin » qui signifie la bonté, la sensibilité, la sympathie, est l'idée fondamentale de l'Ecole de Confucénienne. L'extension de ce sentiment de bonté, permet au grand sage de regarder l'univers comme une famille et l'empire du Milieu

(1) Mei-Tseu, VI, II.

(2) Mei-Tseu, I, VI.

(3) Mei-Tseu, IX, I, II, II.

(4) Mei-Tseu, VI.

comme une seule personne (1). Confucius disait qu'il prenait cela comme idéal et qu'il voulait travailler pour atteindre son but.

Quels furent ses moyens pour arriver à cet idéal ? Li-Yun nous fournit un passage qui peut être analysé comme suit : (2)

a) Organisation politique.

L'univers est commun à tout le monde. Les sages et les capables sont érigés en gouvernants. On prêche la sincérité et la concorde ». C'est bien un système qui a pour base quelque chose qui devrait être au-dessus de la notion nationale. Mais la « grande étude » nous renseigne sur la nécessité de commencer par une nation pour arriver à l'univers entier. Seulement la base est toujours la sensibilité qui consiste à ne pas faire à autrui ce que l'on n'aimerait pas recevoir d'un autre.

b) Organisation sociale.

« Les hommes ne devraient pas borner leur affection à leurs parents les plus proches. Il faut que les vieillards finissent bien leurs jours ; que les enfants trouvent protection ; les jeunes gens de quoi travailler ; que les malheureux, les malades ou les infirmes soient assistés, que les jeunes gens et les jeunes filles trouvent de quoi faire leur établissement. »

Dans ce système, si l'affection s'étendait jusqu'au degrés les plus lointains, elle n'était pas l'égalité

(1) Li-Ki, chap. Li-Yun.

(2) Le système de la grande union

absolue de Mei-ti, car la notion de famille est primordiale pour l'école de Confucius.

c) Organisation économique.

« On n'aime pas que la richesse reste enfermée dans la terre, mais il n'est pas nécessaire qu'elle vous appartienne. On n'aime pas que la force reste enfermée dans le corps, mais il n'est pas nécessaire qu'elle s'exerce pour soi-même. »

Hou-Che (1) compare ce passage à la formule suivante : « De chacun selon sa capacité, à chacun selon son besoin. » (Mencius eut le mérite de dégager plus tard cette notion « A chacun selon son utilité et non pas son besoin » ; nous l'étudierons plus tard).

Dans ces idées-là, on reconnaît le traditionnalisme de Confucius. Son école fut la continuation des principes des anciens sages empereurs ou princes, particulièrement de Tchéou-Koung, comme le prétendaient Confucius et Mencius (2).

Deux cents ans après la mort de Confucius, Mencius représentait l'école Confucénienne à une époque où il fut mis aux prises avec tous les courants des idées philosophiques. Il combattit énergiquement pour ses idées. Il prêcha la restauration du système Tsing, mais en vain.

Mencius combattait les principaux représentants de l'Ecole de Lo-Tseu.

(1) Hist. philos. de la Chine ant., page 123.

(2) Lun-Yu, XX, I, Meng-Tseu, VII, II, infine et id., II, II, 9.

« Yang-Tchou oublie la notion du prince. » Pour Mencius, ici le prince représente une société organisée. Oublier la société, c'est vivre une vie purement animale (1).

Quant à Tcheng-Tchong, dont la probité était remarquable à l'époque, Meng-Tseu dit : « Pour pratiquer cette probité, il faudrait être ver de terre, puisque le ver de terre ne mange pas autre chose que la terre desséchée et ne boit que de l'eau trouble. » (2).

Avec le disciple de Hui-Hing, Mencius engagea une très longue discussion et lui fit savoir que gouverner n'est pas une chose que l'on puisse faire tout en cultivant la terre, que les choses nécessaires à une seule personne exigent le travail de différentes classes d'ouvriers. Mencius dégagait ici la notion de la division du travail ; bien mieux, il formula la loi universelle de la division du travail entre les intellectuels et les travailleurs manuels (3).

« On dit communément, ajoute Mencius, les uns se livrent aux travaux de l'intelligence, les autres, aux travaux du corps. Ceux qui s'appliquent aux travaux de l'intelligence gouvernent ; ceux qui travaillent des bras sont gouvernés. Ceux qui sont gouvernés pourvoient à l'entretien des gouvernants. Les gouvernants sont entretenus par les gouvernés. Tel-

(1) Meng-Tseu, I, II, II, 9.

(2) Meng-Tseu, III, II, in fine.

(3) Meng-Tseu, III, I, 4.

le est la loi universelle qui a toujours régit le genre humain. »

Comment Mencius dégageait-il l'idée « à chacun selon son utilité » pour combattre les principes de Hui-Hing « à chacun selon son besoin » ? Voici le texte :

« Peng-Keng, disciple de Mencius, ayant certainement été influencé par les idées de l'école de Hui - Hing (1) demanda à Mencius : « N'est-il pas excessif de se faire entretenir par « les princes ? » Mencius lui répondit : « Si l'on « agit en toute loyauté, ce n'est jamais excessif. » Puis il ajouta : « Si vous n'avez pas soin que les « hommes travaillent les uns pour les autres, fassent des échanges et avec leur superflu acquièrent « ce qui leur manque, les laboureurs auront trop « de grains et manqueront de toiles ; les femmes « auront trop de toiles et manqueront de grains. Si « vous obtenez que les hommes travaillent les uns « pour les autres, les menuisiers et les charrons, « eux-mêmes, devront leur nourriture à vos soins. « Voici un homme qui obéit à ses parents, respecte « ceux qui sont au-dessus de lui, garde et observe « les préceptes des anciens souverains pour les « transmettre aux futurs disciples de la sagesse ; « supposons qu'il ne reçoive pas de vous sa nourriture ; pourquoi auriez-vous plus d'estime pour les « menuisiers et les charrons que pour les hommes

(1) Meng-Tseu, III, II.

« adonnés à la pratique de l'humanité et de la justice ? »

« Les menuisiers et les charrons, répliqua Peng-Keng, travaillent dans l'intention de gagner leur vie. Est-ce que les sages pratiquent aussi la vertu en vue d'obtenir la nourriture ? »

« Que vous fait à vous l'intention, répartit Mencius ? Celui qui mérite bien de vous a droit à sa nourriture et vous devez le nourrir. Est-ce que c'est l'intention, ou bien, est-ce l'utilité du travail que vous payez ? »

« Je paye l'intention, répondit Peng-Keng. »

« Supposons, dit Mencius, qu'un homme casse vos tuiles et barbouille le crépi de vos murs, en vue de recevoir de vous sa nourriture. La lui donnerez-vous ? »

« Non ! répondit Peng-Keng. »

« Ce n'est donc pas l'intention, dit Mencius, mais l'utilité du travail que vous payez. »

La fin de cette discussion mit en lumière cette notion : c'est d'après l'utilité du travail que l'on doit recevoir la nourriture, mais non pas d'après l'intention, qui ne tend qu'à la réalisation du désir et du besoin.

L'école de Mei-ti aurait très bien pu ne pas être critiquée par Mencius si le principe de l'égalité d'affection n'avait pas été considéré comme la cause de l'absolue indifférence (1). Mencius convertit d'ail-

(1) Meng-Tseu, III, II, 9.

leurs Y-Tche, de la secte de Mei-ti, en lui disant que le ciel, pour donner la vie aux hommes, emploie le principe unique, à savoir les parents. L'école de Mei-ti se trompe, puisqu'elle admet, en quelque sorte, deux principes, en mettant les étrangers sur la même ligne que les parents (1). Tout cela explique l'influence de l'école confucénienne qui est grande grâce à l'esprit combattif de Mencius :

Mei-ti rencontre simplement au vingtième siècle des admirateurs comme Liang-Tsi Chao et Hou-Che.

L'école de Lao-Tse n'eut pas beaucoup d'influence au point de vue politique, seul l'individualisme de Tcheng-Tchong trouva quelques imitateurs dont il est inutile de nous occuper.

Si Mencius n'avait pas combattu les idées de Hui-Hing ou de Mei-ti, l'influence politique et sociale de ces deux écoles n'aurait pas été très redoutable, car ces idées trop utopiques n'attiraient que quelques esprits maladifs. Le réalisme du peuple ne pouvait les accepter.

Ceci posé, nous mettons en présence de l'école Confucénienne l'autre école, plus redoutable, qui était l'école des juristes.

D) L'école des juristes.

Le fondateur de l'école fut Kan-Tchong, (708-642 av. J.-C.), ministre de la principauté de Tsi. Dans la liste suivante se trouvent les noms des fi-

(1) Meng-Tseu, III, I, 5.

nanciers et politiciens de l'époque appartenant à l'école des juristes :

Koung-Chen-Tsio, ministre de Tchong, 543-522 avant J.-C.

Fan-li, ministre de Yao, 482-472 avant J.-C.

Li-Hœi, ministre de Wei, 424-387 avant J.-C.

Ou-Tsi, ministre de Tou, 401-381 avant J.-C.

Chang-Yan, le fameux destructeur du système Tsing, ministre de Tsin, 352-338 avant J.-C.

Cheng pou-Hai, ministre de Han, 351-337 avant J.-C.

Li-Che, ministre de Tsin, 327-208 avant J.-C.

Les deux principes essentiels de l'école des juristes sont justement le contraire de la conception de l'école confucénienne.

« L'école des Juristes professait le principe du gouvernement par les lois positives, alors que l'autre école prétendait que la force des rites et de la bonté était supérieure à celle des lois. »

L'école des Juristes s'occupait beaucoup de la question des richesses de l'Etat et de leurs productions, tandis que Confucius (1) parlait très peu de cette question et que Mencius méprisait profondément l'utilitarisme (2).

Mencius critiquait l'école de Lao-Tse et celle de Mei-ti parce que ces deux écoles faisaient abstrac-

(1) Lun-Yu, X, I, 1.

(2) Meng-Tseu, I, 1.

tion de la réalité sociale. Mais Mencius n'encourrait-il pas le même reproche à l'époque où il cherchait à propager ses idées ?

1° Gouvernement par la bonté jugé par l'école des Juristes.

D'après Chang-Yang, la société devait parcourir trois étapes pour arriver au degré actuel (1).

« La première étape serait le gouvernement familial ayant comme chef le plus âgé des membres d'un clan. Puis ce gouvernement céderait la place à celui où régnerait le chef le plus capable et le plus fort, afin de pouvoir résoudre des questions importantes, tant intérieures qu'extérieures. Enfin, entre les capables et les forts, il y aurait des compétitions ; il serait décidé alors que l'autorité appartiendrait au privilégié. Là où serait le privilège, irait de droit l'autorité.

» Pour cette école, le principe du gouvernement par la bonté, où le souverain est le bon père de famille, s'adapterait très bien à la première étape de la civilisation, mais non à la troisième. »

La différence essentielle entre l'Etat et la famille, entre le souverain et le bon père de famille est manifeste. « Encore, dit Han-fé (2), le père et la mère calculent-ils souvent vis-à-vis de leurs enfants. Comment exiger que les relations entre le peuple et

(1) Chang-Tseu, chap. Kai-Sé.

(2) Han-Fé-Tseu, XVIII, 1.

le souverain soient régies uniquement par la bonté familiale ? Puisqu'ils ne sont pas liés comme les membres de la famille. Han-fé, allant encore plus loin avec ses critiques, visa alors Mencius et son école qui cherchaient à convertir les princes de l'époque par l'idée de bienfaisance et de justice. »

« Les lettrés de notre époque, dit Han-fé (1), expriment aux souverains leur mépris pour les richesses et pour l'utilitarisme en vue d'honorer l'esprit de bienfaisance ; c'est exiger que les souverains soient plus paternels que les parents. C'est méconnaître la vraie signification de la bonté. C'est du pur mensonge ! »

Cette école, non seulement, considérait que le principe du gouvernement de bienfaisance et de bonté était une idée utopique et irréalisable, mais encore démontrait-elle le vice essentiel de ce principe.

« Un souverain éclairé gouverne l'Etat par des lois et des interdictions, mais ne compte pas sur l'honnêteté des sujets. » (2)

« L'affection d'une mère est deux fois plus vive que celle d'un père. L'obéissance d'un enfant envers son père est dix fois plus prompte que celle envers sa mère. Comme les fonctionnaires n'éprouvent aucune affection pour le peuple, l'obéissance du peuple envers les gouvernants est dix mille fois plus

(1) (2) Han-Fé-Tseu, XVIII, 1.

facile à obetnir que celle d'un enfant envers ses parents.

L'affection accumulée des parents gâte l'obéissance. Les gouvernants, plus sévères, sont mieux écoutés.

2° Question des richesses.

L'école confucénienne s'occupait surtout de la question de répartition et méprisait celle de la production, chose pourtant primordiale. Mencius condamnait l'école des Juristes en disant : (1)

« De nos jours, ceux qui servent les princes, se vantent d'augmenter, dans l'intérêt du prince, l'étendue des terres cultivées, de remplir ses greniers et ses magasins. De tels hommes sont considérés à présent comme de bons ministres. Les anciens les appelaient spoliateurs du peuple. »

La confusion de la notion de l'Etat et du prince fait considérer que tout enrichisseur de l'Etat est l'enrichisseur du prince.

La restauration du système Tsing, l'idée très chère à Mencius, avait pour but de revenir à une politique paternelle et à un système économique qui s'occupait plus de la répartition que de la production.

Mencius lui-même dit : « A présent, les souverains qui cherchent à commander tout l'empire, ressemblent à un homme cherchant, pour se guérir

(1) Meng-Tseu, XI, II.

après sept ans de maladie, de l'absinthe conservée depuis trois ans. Celui qui ne se donne pas la peine de cueillir de l'absinthe n'en aura jamais. » (1)

Nous dirons aussi comme lui, que la restauration du système Tsing qui devait marcher de concert avec la politique paternelle, est comparable à l'absinthe conservée depuis trois ans. Pourquoi proposait-il ce remède ?

Les partisans de l'école des juristes étaient bien plus réalistes et bien plus habiles. Ils résolurent les questions sociales et économiques non pas en construisant des systèmes, mais en agissant d'après les faits. Mencius fit tourner les roues de sa voiture à travers toutes les principautés, pendant sa vie, sans trouver un seul prince qui prit son système au sérieux. Teng-Weng-Koung, s'y était intéressé au commencement, mais s'y refusa ensuite, trouvant en face de lui trop de difficulté dans la réalisation. Les juristes cités ci-dessus étaient des ministres agissant dont Chang-Yang particulièrement est resté célèbre dans l'histoire de la propriété foncière. (Les idées financières des juristes sont très intéressantes, nous les étudierons dans un appendice : elles ne touchent pas à la propriété foncière).

(1) Meng-Tseu, VII, 9.

6. *Etude sur Chang-Yang, destructeur officiel du système Tsing et sur les circonstances particulières de la principauté de Tsin.*

Reprenons la comparaison du château menaçant ruine que l'on ne peut restaurer qu'à grands frais. Chang-Yang le fit détruire et mit à sa place une chaumière moins belle et moins grande. La construction était bien moins savante, mais cette chaumière était beaucoup plus pratique et plus utilisable.

Chang-Yang, d'une part, en reconnaissant le système de la propriété foncière individuelle, connaissait bien la psychologie du peuple ; d'autre part, connaissant la psychologie du peuple, il arrivait à enrichir l'Etat. Enrichir l'état, c'était le grand désir du prince.

Psychologiquement, le système Tsing ne donnait pas assez de stimulations aux travailleurs et ne faisait pas sortir tout ce que la terre pouvait produire puisque l'homme n'avait pas besoin d'être trop riche et il n'avait pas non plus le droit de l'être. Un tel système serait bon pour une période de paix mais non pour une période de troubles où les princes avaient besoin de ressources et le peuple était dans l'inquiétude.

Dans le royaume de Tsin, à l'heure où Chang-Yang était ministre les terres étaient en abondance, et la population, relativement moins nombreuse. Le ministre se proposa de peupler son pays pour que

toute la terre fut défrichée. Sa politique était ceci :

« Taxer lourdement les commerçants, c'est prévenir les cultivateurs de ne pas abandonner la terre pour le commerce, et décourager les commerçants, quand ceux-ci seront découragés, les bonnes terres du royaume seront défrichées ». Voilà ce qui est dit dans le chapitre de l'encouragement à la culture » (1).

Cela ne suffisait pas à mettre toutes les terres du royaume en valeur. Il proposa un autre moyen, au chapitre de l'encouragement à l'immigration :

« A présent, dans notre royaume, sur cinq portions de mille li carrés de terre il y a à peine deux portions cultivées. Combien est inférieure la proportion de la population par rapport à la terre! »

« Nos voisins, les trois royaumes de 'Tsing' avec lesquels notre royaume est en guerre, n'ont pas assez de terre pour que tout le monde soit laboureur! »

Si notre roi prend un avis éclairé et bienfaisant, s'il décide que toute personne immigrée dans notre royaume, sera exempte de la corvée pendant trois générations, les immigrants produiront pour nous. Le préjudice porté ainsi à nos ennemis sera aussi grand qu'une guerre où nous serions vainqueurs. Diminuer les éléments actifs de guerre et en même

(1) Chang-Tseu.

temps nous fournir des grains, c'est une politique de double profit. Et pendant ce temps là, le peuple du royaume peut parfaitement guerroyer dehors » (1).

Chang-Yang ne se bornait pas à cette manière d'encouragement. Tou-Yéou nous rapporte que la limite de cent méou n'était plus observée, les cultivateurs commencèrent à posséder la terre qu'ils cultivaient, en qualité de propriétaire. Ils pouvaient en conséquence, disposer librement de leur terre ».

Si la propriété individuelle ne paraît rien d'extraordinaire à nos yeux, il en était tout autrement dans ce temps là. Ce fut pour Chang-Yang, à l'heure où il agissait, une connaissance profonde dans la psychologie des cultivateurs.

En leur donnant effectivement le droit de propriété sur la terre qu'ils cultivaient, Chang-Yang a trouvé le meilleur stimulant pour la bonne exploitation de la terre.

Cent ans avant Chang-Yang, Li-Hœi, ministre de Wéi, encourageait aussi l'agriculture en vue d'exploiter entièrement la force de la terre. Pan-Kou, nous rapporte ceci (1) :

« Li-Hœi suppose que l'étendue de 100 li carrés de terre, contienne quatre vingt-dix mille king, diminution faite pour les montagnes, les étangs, ou les

(1) Chang-Tseu, Chap. Lé-Ming.

(2) Denrées et Marchandises.

endroits incultivables qui comptent pour un tiers, nous obtenons soixante mille king. Supposons que la récolte soit de trois chén (mesure de capacité équivalent à 1,0354688 litre) par méou, plus ou moins abondants selon l'activité ou la paresse du cultivateur. L'étendue de 100 li carrés donnerait, en conséquence, plus ou moins d'un million huit cent mille de tan (mesure de capacité, 1 tan = 1 hectolitre 0354688) de grains.

Li-Hœi fut le premier économiste qui employa le système statistique, mais il n'était pas aussi audacieux que Chang-Yang.

Recevons à Chng-Yang. Bien que Tchou-Hi ne lui pardonnât point d'avoir détruit le système Tsing, il lui reconnut le mérite devant la nécessité.

« La force de l'homme était limitée par le système juridique du Tsing. La force de la terre était gâtée par des quantités de terre nécessaires pour l'ensemble des communications autour des Tsing. En plus de cela, au moment de la décadence, la distribution et le retour des terres causèrent des gênes et ouvrirent la porte aux fraudes. L'occupation de fait des terres destinées aux communications autour des Tsing, devint fréquente d'autant plus que l'occupant en profitait sans payer l'impôt. Devant une situation pareille, Chang-Yang, n'avait rien à regretter de tout démolir et de consacrer le système de la propriété individuelle.

CONCLUSION DU CHAPITRE DEUXIEME

Au point de vue philosophique, il est très intéressant de constater la disparition du système Tsing, aussi savant que séculaire, défendu avec grande foi par Mencius, dont l'éloquence n'était pas discutable. Sa rencontre avec les écoles de Lao-Tse et de Mei-ti nous l'a bien démontré. L'empirique Chang-Yang ne voulait pas connaître de système, ni chercher, pour la guérison d'une maladie de sept ans, l'absinthe conservée depuis trois ans. Il se contentait de prendre un remède qu'il avait sous la main, à savoir, de suivre les courants des idées du peuple et de voir les choses telles qu'elles sont dans la réalité.

CHAPITRE TROISIEME

Effets du système de la propriété individuelle

Tout système a ses avantages et ses inconvénients. Au début d'un système, il y a toujours des avantages éclatants, c'est pour cela que le système peut naître. Mais à la longue, les inconvénients viennent masquer les avantages. Cela explique toutes les vicissitudes des institutions humaines.

De même que le système Tsing, qui avait connu ces avantages et ces inconvénients avec sa naissance et sa mort, le nouveau système de la propriété connut aussi de multiples critiques. Nous ne parlons pas des critiques du monde entier, puisque notre étude est limitée à la Chine.

Nous avons connu les avantages du système de la propriété individuelle, en faisant l'apologie de Chang-Yang; nous étudierons les inconvénients que l'histoire nous a montrés, puis nous verrons les idées philosophiques et les institutions politiques à l'égard de la propriété individuelle.

Inconvénients constatés dans l'histoire.

En instituant le système de la propriété individuelle, le législateur avait l'intention d'encourager tous les gens à l'agriculture afin que chacun donnât toute sa force. Les inconvénients naquirent de la libre disposition et de la libre possession sans limite. On en vint à constater que ceux qui cultivaient la terre n'étaient pas les propriétaires et que ceux qui étaient propriétaires ne la cultivaient pas. Les causes étaient multiples.

Tout d'abord, le royaume Tsin encouragea beaucoup la bravoure guerrière. Les terres et les maisons furent données aux guerriers en récompense de leur conduite héroïque. Le résultat fut que les familles fortes et puissantes finissaient par s'emparer de la propriété des faibles.

L'empereur Che-Haongti, de la dynastie des Tsin, encouragea les commerçants, surtout ceux qui pratiquaient le commerce avec les étrangers à l'époque. Il éleva à la dignité de l'empire, Outi-Kao, et la veuve Hoi-Tsin, deux vulgaires marchands qui gagnaient de l'argent dans les trafics avec les barbares. Quand les commerçants avaient trop d'argent, ils achetaient des terres et des maisons et les donnaient en fermage.

Quand l'impôt devint excessif, les tenanciers de terres se virent dans l'impossibilité de l'acquitter, ils préférèrent offrir la terre à de riches et puissantes familles et se mettre sous leur protection en qualité de fermiers pour éviter les vexations de l'Etat.

Conséquences :

Les personnes privées de leurs propriétés se trouverent dans un état de servage ou d'esclavage, ce qui était un phénomène inconnu du système Tsing.

Sou-Huin décrit l'inégalité qui existait entre les propriétaires et les laboureurs (1) :

« Les terres des cultivateurs, dit-il, appartiennent aux riches et puissantes familles, ces dernières possèdent des terres qui s'étendent à l'infini, et se servent de vagabonds pour les cultiver. Elles leur infligent des peines corporelles pour les obliger à travailler et les traitent en esclaves. Les propriétaires se bornent à la surveillance, mais les laboureurs enlèvent les herbes en été, font la récolte en automne. Personne n'ose désobéir au propriétaire. Comme récompense, les cultivateurs ne recevaient que la moitié de la récolte. L'autre moitié doit revenir au propriétaire pour accroître sa richesse.

Après avoir exposé les inconvénients subis par les cultivateurs fermiers, Sou-Huin démontré que les propriétaires ne sont pas heureux non plus, car il faut qu'ils payent l'impôt pour leur propriété entière et nominale alors qu'ils n'ont comme récolte que la moitié du produit de leur terre.

Tous ces inconvénients ne tarderont pas à amener les penseurs et les institutions positives, à proposer

(1) Continuateur de Ma Toueu lui, Système foncier.

des remèdes. Nous les divisons en deux catégories.

1°. — L'idée qui consiste à donner aide matériel et moral aux cultivateurs, reconnaissant que la base de l'économie sociale repose sur l'agriculture.

2°. — Les idées de limiter la possession effective des terres et de la restauration du système de distribution et de retour des terres.

SECTION PREMIERE

L'idée de l'encouragement à l'agriculture est fondée sur ceci :

Il n'y a que les céréales qui soient vraiment indispensables pour la vie du peuple. Il n'y a que les cultivateurs qui forment une catégorie de travailleurs nous donnant la matière précieuse pour notre vie.

A) Les penseurs de la dynastie des Han voyaient le moyen de retenir les cultivateurs à la terre en augmentant le prix des céréales.

B) Les institutions de la dynastie des Song se préoccupaient de rappeler le peuple à revenir au travail de la terre par le moyen qui consistait à égaliser les charges des contribuables.

C) Au commencement de la dynastie des Mandchoux, la grande ordonnance nous laisse apercevoir une politique agricole.

A. — *Politique agricole des Han.*

Sous le règne de l'Empereur Weng, de la dynastie des Han, au moment où vivait Kia-Y, le peuple cher-

chait surtout le lucre dans le commerce, Kia-y. conseilla à l'Empereur Weng de veiller à la situation de l'Empire (1).

« Les anciens sages, dit-il, gouvernaient d'une manière minutieuse, mais la première chose était de s'occuper de l'épargne. De nos jours, la terre qui seule peut nous donner une épargne meilleure que tout autre chose, est abandonnée ; tout le monde accourt au commerce, où les parasites trouvent le moyen de se nourrir sans verser de sueur de leur front. C'est un fléau universel ! Notre dynastie est établie depuis une quarantaine d'années ; le manque d'épargne tant publique que privée, est d'une désolation. S'il arrive par malheur, une sécheresse qui s'étende à deux ou trois mille li, comment l'Etat pourra-t-il fournir du secours ? Si la nécessité d'une défense nationale demande du crédit, comment l'état y fera-t-il face ? Sans compter que ces deux malheurs peuvent arriver en même temps et aggraver la situation !

Dès maintenant, conclut-il, obtenons que la masse revienne à la terre, qu'elle s'attaque à la source de richesse qui est l'agriculture, que tout le monde mange le produit de son travail, que les artisans et les mercantiles fassent retour dans leur village. L'in-

(1) Ma-Touenlin, Système foncier, Pan-Kou, Histoire personnelle de Kia-Y.

quiétude du peuple disparaîtra à mesure que l'épargne augmentera.

Le souverain profondément ému de ces paroles, ordonna ce qui suit : « La population, dit-il, n'augmente pas plus démesurément par rapport à la terre cultivable, maintenant que jadis. Mais quelle est la cause de l'inquiétude sur l'insuffisance de la nourriture ? Cela tient sans doute aux phénomènes suivants :

Nombreux sont ceux qui s'enrichissent par le commerce et qui font souffrir l'agriculture.

Nombreux sont ceux qui détournent l'usage ordinaire des céréales pour en fabriquer de l'alcool.

Nombreux sont ceux qui nourrissent leurs animaux avec des céréales destinées à l'homme.

Nombreuses sont d'autres causes grandes ou petites que nous ignorons encore.

Après avoir exposé ces causes de la misère, il demanda au chancelier, aux grands dignitaires et jusqu'aux docteurs-lettrés de délibérer longuement sur les secours et les aides qu'on pourrait apporter au peuple.

Tchao-Tsa faisait aussi entendre son opinion au même empereur.

Il commença par poser les principes des anciens. « Quand les anciens sages souverains régnaient, dit-il, le peuple ne souffrait jamais ni de la faim, ni du froid. Ce n'est pas parce que ces sages cultivaient la terre et tissaient la toile pour nourrir et habiller leur

peuple ; mais simplement parce qu'ils lui ouvraient la voie de la richesse ».

Puis il faisait une comparaison entre la situation présente et celle de jadis comme Kia-y avait fait. Il attribua les causes de l'infériorité du présent à deux faits généraux, à savoir : « Toute la force de la terre n'est pas exploitée, toute la force des hommes n'est pas employée ».

« Les crimes et la décadence de la morale, ajoute-t-il en recherchant plus loin les conséquences de l'insuffisance matérielle, viennent de la pauvreté. L'exode rurale est la cause qui fait disparaître l'attachement à la terre. Quand le sentiment d'attachement à la terre a disparu, on se laisse facilement prendre au plaisir de vagabonder ».

Le remède qu'il propose à ce mal social, c'est de ne pas trop imposer les gens qui cultivent.

« A présent, conclut-il, pour encourager l'agriculture, il faut donner une grande valeur aux céréales, il faut vendre les dignités uniquement honorifiques de l'Etat, au prix des céréales, puisque les dignités honorifiques ne coûtent rien à l'Etat, tandis que les céréales, versées comme prix par les riches, permettent à l'Etat de moins imposer les pauvres cultivateurs.

L'empereur accepta ce projet. Il arriva à fournir aux dépenses de l'Etat par la vente des dignités honorifiques, tout en dispensant le peuple de l'impôt pendant plusieurs années.

Mais le vice essentiel de l'époque, c'est que l'im-

pôt était assis sur la tête des propriétaires de la terre. La dispense d'impôt ne profitait point aux cultivateurs qui étaient des fermiers.

B. — *Institution de la dynastie des Song.*

Sous la dynastie des Song, où l'impôt ne correspondait pas à la possession réelle des terres, à cause de la défectuosité cadastrale. La défectuosité du système d'impôt éloignait les travailleurs de la terre. Tout l'effort financier de cette dynastie consistait à chercher la justice devant l'impôt.

La dynastie des Song succéda à une période de troubles qui durait de 907 à 959 de l'ère chrétienne. Les désordres en matière d'impôt étaient profonds. Prétendre à cette époque faire une réorganisation du système de la propriété foncière, eut été l'utopie. Si l'on avait laissé les choses telles qu'elles étaient, l'Etat aurait souffert des difficultés des finances, les contribuables honnêtes n'auraient pas eu moyen d'acquitter les charges mal équilibrées, les fraudeurs en auraient profité.

En 961, dès la deuxième année de son règne, l'empereur Tai-Tchou, fondateur des Song, envoya des inspecteurs pour les vérifications sur la coïncidence de l'impôt avec la terre cultivée.

En 994, sous Tai-Tchong, Té-Pi, préfet de Fong-Tcheou, décrit les différentes manières de fraude à l'Empereur. « Le peuple de sa circonscription, écrasé par la lourdeur de l'impôt, avait imaginé un système de fraude qui consistait à partager la propriété

entre plusieurs frères adultes, l'impôt de la propriété entière étant ainsi réuni sur une seule tête. Puis, le redevable en nom abandonnait officiellement sa portion et sa maison. Le district se voyait obligé de rayer son nom sur la liste des contribuables. Mais le déserteur d'impôt cultivait sa terre en cachette, en se logeant chez un voisin. »

En 995, le préfet de Kai-Fong-Fou rapportait les faits de fraude comme suit :

« A cause de la mauvaise récolte de l'année précédente, dans les quatorze districts autour de la capitale, les familles émigrantes atteignent, depuis deux mois, le nombre de dix mille deux cent quatre vingt-cinq. En réalité, il y a des familles qui, tout en restant dans le même lieu, sont inscrites sur la liste des émigrants. D'autres achètent les propriétés des émigrants, exemptées des contributions. D'autres, étant propriétaires, se prétendent fermiers. D'autres, encore, occupent les terres abandonnées par les vrais émigrants. D'autres enfin, font figurer l'impôt de leurs terres sous les noms des émigrants. Il fallut deux édits, en 994 et 995, pour rappeler les émigrants à leurs terres.

Une requête de Tcheng-Tsing, dignitaire chargé de la critique administrative, en 996, nous rapporte les mêmes préoccupations que celles des penseurs de la dynastie des Han.

Il déplorait cette situation en disant : « La terre cultivée n'atteint pas la proportion de vingt pour cent l'impôt ne rentre que dans le rapport de soi-

xante pour cent. Il y a des propriétaires qui se cachent sous des noms d'émigrants ou des vagabonds qui préfèrent laisser leurs terres en friche.

» Trop d'émigrants nuisent à la rentrée de l'impôt et font souffrir le trésor, d'où l'exaction de la part de l'Etat. Trop de vagabonds diminuent le produit de la terre et la famine menace, d'où les vols et les assassinats. »

Quel est le projet que Tsheng-Tsing proposa pour remédier à ces méfaits ?

Il prévoit une organisation d'encouragement à l'agriculture et au retour de la terre. Cette organisation serait dirigée par un grand dignitaire très compétent qui, en même temps, devrait être ministre de l'agriculture. Il aurait la direction centrale. Les dignitaires subalternes, bons et clairvoyants, seraient des hommes d'action dans les provinces de l'Empire.

L'action consiste à ramener les émigrants et les vagabonds sur les terrains fertiles et à y fixer leur famille en leur accordant deux sortes de faveurs :

1° Ils seront exemptés d'impôts pendant trois ou cinq ans, jusqu'à ce qu'ils se soient attachés définitivement à leurs terres. L'auteur ne manquait pas de faire remarquer la cause pour laquelle les édits précédents n'avaient pas été efficaces. Car les percepteurs et les huissiers tracassaient et poursuivaient les personnes nouvellement fixées.

2°) Les personnes qui retourneront à la terre et qui n'auront pas de quoi acheter des semences

ou des outils agricoles, recevront de l'Etat une avance d'argent. L'auteur montrait la nécessité du crédit agricole, considérant l'impossibilité pour les émigrants de retrouver quoi que ce fût chez eux à leur rentrée, tout leur mobilier ayant été vendu au profit de leurs créanciers tant publics que privés après leur départ.

Comme détails intéressants, il distinguait trois catégories de terrains. Toute personne désireuse de retourner au travail de la terre, recevait cent meou, si la terre était de qualité supérieure, cent cinquante meou, si elle était de qualité moyenne, deux cents meou si elle était inférieure. L'impôt n'était perçu que cinq ans après l'établissement ; il n'était d'ailleurs calculé que d'après cent meou. Il était basé sur le taux de vingt pour cent. En ce qui concernait la maison, les jardins potagers et le vergé, chaque famille ayant dix personnes, recevait cent cinquante meou, sept personnes, cent meou ; cinq personnes soixante-dix meou ; trois personnes, cinquante meou ; deux personnes, trente. Il n'y avait que la culture des mûriers et l'élevage des vers à soie qui étaient imposés, mais pas avant les cinq ans de l'établissement.

L'auteur craignait l'échec à cause du manque de discipline dans les échelons inférieurs des fonctionnaires. Il demanda à l'Empereur Tai-Tchong de faire un essai par lui-même aux alentours de la capitale.

Son projet fut très discuté, les avis furent parta-

gés. Ycheng-Tsing fut nommé intendant général d'encouragement à l'agriculture, ayant comme circonscription une huitaine de départements. Si le crédit agricole n'avait pas trop coûté au trésor, l'Empereur aurait soutenu Tcheng-Tsing jusqu'au bout.

Dans le système de Tcheng-Tsing, les avantages étaient considérables à un tel point que les propriétaires déjà attachés à la terre, étant alléchés par l'exemption de l'impôt, ne craignait pas d'abandonner leur possession ancienne pour demander un nouvel établissement. Il fallut un édit de l'empereur Tchenn-Tchong, en 999, pour punir ces contribuables trop rusés.

En 1021, sous le même Empereur, l'intendance général d'encouragement à l'agriculture devint une fonction autonome. Il y eut un sceau spécial pour la dite intendance.

En 1023, à l'avènement de l'Empereur Jintchong, un édit fut proclamé, en vue de rappeler à la terre les déserteurs de l'impôt. L'édit posait la règle suivante :

« Toute terre dont le propriétaire est absent depuis dix ans peut être donnée à des personnes désinant s'établir. Les nouveaux établis profitent de l'exemption de l'impôt pendant trois ou cinq ans. Tout absent qui revient dans le délai de dix ans profite aussi de la même exemption.

La conséquence de ces édits successifs fut très

importante, les terres défrichées devinrent de plus en plus nombreuses.

Mais la justice devant l'impôt n'est pas encore réalisée. A partir de 1034, Ngai-Yan-Sio présente Kao-Tse à la Cour, pour améliorer le système de l'impôt. Kao-Tse fut le premier qui pendant le règne de cette dynastie, procéda à un arpentage exact des terres et prenant comme unité, mille pou carrés, lesquels correspondaient à 41 King 66 meou et 160 pou. Les mille pou carrés s'appelaient Fang, d'où le nom de système Fang pour désigner, pendant cette dynastie, le mesurage exact établi en vue d'équilibrer les charges des contribuables. On commence le recensement à la neuvième lune de chaque année, pour finir à la troisième lune de l'année suivante. D'après la qualité du sol et la situation des terrains, les Fang sont classés en cinq catégories pour l'application de l'impôt. Le recensement devient définitif un an après son affichage, s'il n'y a pas de contestation. Il doit être consigné dans le cadastre pour servir comme base d'égalisation de l'impôt. Mais l'impôt assigné à chaque district sera établi d'après le chiffre ancien sans augmentation.

Les édits qui tantôt appliquaient le système Fang et tantôt s'en écartaient remplissaient l'histoire de la propriété foncière des Song.

En 1034, essai de Kao-Tse.

Le résultat fut médiocre, tant on craignait la lourde charge, on préférerait abandonner sa propriété plutôt que de voir son nom figurer dans le recensement.

En 1056, nouvel édit en vue de l'application du système Fang.

Quelques départements seulement furent mesurés.

En 1072, ordonnance de l'Empereur Chan-Tchong.

Cette ordonnance promulgue le système Fang tout en interdisant les critiques contre le gouvernement.

En 1078, dans l'est de la Capitale, les contentieux à l'occasion de la consignation au cadastre, furent nombreux. Un impôt moyen fut suggéré par l'Empereur pour éviter toute complication.

En 1083, édit promulgué en vue d'une interruption du système Fang.

L'Empereur apprenait les embarras et les vexations causés aux propriétaires par les fonctionnaires subalternes. Il y avait alors 2. 484.349 King de terres cultivables mesurées.

En 1105 nouveau rétablissement du système Fang.

Sous l'Empereur Hoei-Tchong, à la requête du chancelier Tsai-King.

En 1106 la chancellerie apprenait que des personnes propageaient le bruit des effets terribles du système Fang pour effrayer les ignorants, en vue de leur acheter leur propriété à bon marché. Elle décida de punir les coupables par des coups de baton.

La même année, Song-Seng-Tsong constata la disparition frauduleuse des cadastres par les mauvais fonctionnaires et la destruction des limites des Fang au profit des puissantes familles, alors que le

système Fang est interrompu seulement pendant une vingtaine d'années.

En 1107 nouvelle interruption momentanée du système Fang.

En 1108 son rétablissement.

En 1119 démonstration par les dignitaires, des erreurs commises dans le système Fang.

Dans le district Soue-King du département de Tsiang, deux cents meou avaient été mesurés et consignés comme 20 meou.

296 meou avaient été mesurés et consignés comme 70 meou.

Dans le district Hoei-Tcheng du même département, l'impôt jadis de 13 sapèques avait été remplacé par 2.200 sapèques.

L'impôt jadis de 27 sapèques avait été remplacé par 1.045 sapèques.

En 1120 rejet définitif du système Fang.

Si le nom du système Fang a disparu, l'idée d'équilibrer les charges du contribuable préoccupe sans cesse les hommes du gouvernement. On parlait alors du système de délimitation pour ne pas prendre le nom du système Fang.

En 1142 sous Kao-Tchong, premier Empereur de la dynastie des Song du Sud, Li-Song-Nieng énumérait les dix maux provenus de la non délimitation. Il proposa de faire un essai et fut fort bien écouté. Il fut le promoteur des deux édits qui ordonnaient que

1°) Tout titre de propriété doit être reporté sur le cadastre, sous peine de confiscation.

2°) Les livres de perception départementale ou cantonale, doivent être tenus sur le modèle d'un livre type, ordonné par l'intendance du transport de l'impôt. Ils doivent être tenus en écriture correcte. Les écritures minuscules ou griffonnées sont punies selon qu'elles le sont plus ou moins. Une journée est accordée pour la rectification des erreurs commises.

En 1144 Li-Song-Nieng fut nommé directeur du ministère de l'intérieur et s'occupa beaucoup de la délimitation.

A la même époque, le grand philosophe Tchou-Hi faisait des apologies sur le système de la délimitation. Dans Meng-Tseu, les caractères « King-Tsié », qui signifient la délimitation, étaient souvent prononcés par Mencius en vue de la restauration du système Tsing. Tchou-Hi, qui commandait Meng-Tseu, était frappé par ces deux caractères « King-Tsié ». Il prêchait le système de la délimitation avec une grande foi, mais son but était simplement d'égaliser les charges devant l'impôt.

Pendant toute la dynastie des Song, le souci principal des gouvernements, fut la matière financière. Malheureusement, l'Empire avait besoin de beaucoup de ressources, à cause de la longue guerre à soutenir contre les invasions des Mongoïs. Avec les meilleures intentions pour aboutir à la justice financière, ils n'obtinrent que des résultats médiocres. Inutile de demander si les gouvernants avaient songé à la question de fond de la propriété foncière !

C. — *Grande ordonnance*
de la Dynastie des Mandchoux (1).

En 1727, avec la grande ordonnance de Tchong, troisième empereur de la dynastie Mandchoue on pourrait voir une condensation des politiques agricoles de toutes les dynasties précédentes.

L'ordonnance commença par poser le principe du gouvernement des anciens sages souverains. Le principe consiste à honorer les travailleurs des champs. Voici quelques citations des livres classiques. Le chapitre « Lutte contre la paresse », de Chou-King, commence par cette phrase : « Sachez les difficultés de l'agriculture ! ». Dans Che-King, les chansons recueillies au pays « Pin » nous donnent une image de tous les travaux champêtres pendant les quatre saisons de l'année. Mencius dit : « Ne dérangez pas le peuple dans ses travaux des champs ! » Cela prouve que l'Etat a pour base le peuple et le peuple trouve son soutien dans la nourriture. L'agriculture est le moyen, pour les souverains, de se conformer au commandement du ciel pour élever le peuple et perpétuer l'ordre et la paix.

Puis l'Empereur explique la cherté des céréales par l'augmentation sensible de la population.

Comme remède à y apporter, il critiquait le gaspillage en bonne ménagère.

(1) Second continuateur de Ma-Toueuilin, Sous les Tching.

« Sachant que les céréales sont la vie de tous, chacun doit se garder de les gaspiller. Surtout, on ne doit pas prendre plaisir à la gourmandise. Car, si chacun se prive d'un Sa (mesure de capacité. 1 sa = 0.010354 litre), on ne souffre pas de cette privation, mais le total des Sa épargnés par tout le monde, nourrira une quantité considérable d'hommes. En outre, la gourmandise est contraire à l'hygiène. Toute personne soucieuse de sa santé doit donner du repos à son estomac. »

Il aborde en troisième lieu l'agriculture proprement dite :

« Sur toutes les terres qui ne conviennent pas aux céréales, il est permis de cultiver d'autres choses pour en tirer du profit. Dans les circonstances contraires, les terres qui conviennent à l'agriculture doivent être considérées comme un trésor. Et quel sacrifice de les transformer en terres de pâturage ou en jardins et vergers ! Particulièrement le tabac est non seulement inutile, mais nuisible à l'humanité ; la culture du tabac qui exige justement un terrain très fertile, est une ennemie de l'agriculture. Il est regrettable que le peuple cherche le lucre sans se préoccuper des conséquences. » L'Empereur demande aux fonctionnaires subalternes de faire bien comprendre au peuple l'intérêt vital de l'agriculture, mais il n'approuve pas qu'on lui inflige tout de suite des peines.

En quatrième lieu, il repousse l'objection qui fait craindre la surproduction des céréales.

Dans les provinces du Midi où existe la possibilité d'une double récolte de riz en une année, il arrive qu'on soit menacé de famine. J'en attribuerai la cause à la paresse des méridionaux, alors qu'on m'objecte qu'une surproduction de céréales avilirait leur prix. Les anciens disaient que la baisse du prix des céréales ruine les cultivateurs. Le commun des mortels appelle ce phénomène : « La crise de l'année trop bonne ». Je répondrai à mes contradicteurs que la raison de leur crainte n'est pas fondée.

« Si vraiment le peuple se donne de la peine et qu'il se produise une surproduction entraînant la mévente des céréales, j'ordonnerais qu'elles soient achetées par l'Etat à un cours officiel, afin que les travailleurs consciencieux s'enrichissent et fassent des économies. »

Pour terminer, il dit son respect pour les céréales, afin que le peuple suive son exemple :

« Dans ma vie, j'adore les céréales ; quand je mange du riz, je ne me permets pas d'en perdre un seul grain. Ce n'est pas parce que je crains que la richesse de l'Empire ne me suffise pas. Ce respect naturel vient de ce que le Ciel nous donne des grains pour nourrir le peuple et qu'étant le souverain du peuple, j'ai le devoir naturel de respecter cette précieuse matière. »

Nous venons d'étudier les idées qui consistent à connaître, dans l'ordre de la nature, l'agriculture comme la plus productive et la plus nécessaire de toutes les professions ; et dans l'agriculture, la cul-

ture des céréales, comme la plus utile à l'homme. Les institutions positives doivent chercher à éliminer les entraves possibles à la production des céréales, comme dans l'ordonnance de la dynastie des Tsing ou des Mandchoux; à mettre en deuxième plan les professions susceptibles de décourager les agriculteurs, comme dans les suggestions des penseurs de la dynastie des Han; à diminuer ou à faire disparaître les gênes causées à l'agriculture par l'Etat, comme dans la préoccupation des gouvernements de la dynastie des Song.

L'unique souci de ces institutions était la mise en valeur de la terre. Qu'importe la manière d'organisation de la production, la manière de distribution de ces instruments de production qu'étaient les terres! La reconnaissance de la propriété foncière individuelle leur était indifférente, pour ne pas dire favorable.

SECTION DEUXIEME

Institution mettant en doute le régime de la propriété foncière individuelle

Nous allons aborder les idées et les institutions qui mettaient en doute le régime de la propriété foncière individuelle : les uns, les plus timides, se bornaient à limiter la possession libre à une certaine quantité de terre; les autres, plus audacieuses, rétablissaient le système distributif des terres de l'antiquité.

A). — Système de limitation.

Commençons par le système limitatif de la propriété foncière. Les suggestions des penseurs et les interdictions gouvernementales étaient très nombreuses. N'ayant pas d'analyse à faire à ce sujet, nous énumérerons chronologiquement ces interdictions.

En 122 avant Jésus-Christ, 123 ans après la transformation du système de la propriété foncière, Tong-Tchong-Sou fut le premier qui parla de la limitation de la propriété.

« La dynastie des Tsin, dit-il à l'empereur Ou-Ti des Han, avec l'aide de Chang-Yang, a détruit le système foncier des anciens souverains. La conséquence de la libre aliénation des terres est que les riches possèdent des grandes propriétés et les pauvres n'ont rien pour poser les pieds. Notre dynastie n'a rien changé au système de la dynastie précédente. Bien que le système Tsing soit dans l'impossibilité de voir sa complète restauration; il est recommandable de nous rapprocher de l'antiquité, c'est-à-dire de donner une certaine limite à la libre possession de la terre, pour fournir au bas peuple un moyen d'existence et empêcher le phénomène de concentration de la terre dans les mains des grands propriétaires. »

Mais l'empereur Ou-Ti ne put accepter ces idées.

De l'an 30 à l'an 8 avant Jésus-Christ, un certain Tchong-King était propriétaire de quatre cents King de terre qu'il occupait; d'autres concentrations

étaient de même importance. En l'an 6 avant Jésus-Christ, Che-Tang eut le courage d'adresser une requête à l'empereur Ngai-Ti, sur la situation sociale.

« Depuis plusieurs générations que durent la paix et la prospérité, le phénomène de concentration de propriété foncière se manifeste au profit des riches et puissantes familles. Les pauvres ne voient qu'empirer leur situation. Bien qu'une sage politique ne consiste pas en des réformes extravagantes et que toute réforme soit motivée par la nécessité, la nécessité actuelle est de fixer une certaine limite pour la libre possession des terres. »

Le problème de la propriété foncière était connexe avec celui de l'esclavage, puisque les esclaves étaient, dans l'histoire de la Chine, le produit du système de la propriété foncière individuelle.

Sa requête fut prise en considération et discutée. Le chancelier et le ministre de l'agriculture demandent que le maximum de possession de terre par les princes, les princesses, les officiers et les riches et puissantes familles, fut fixé à trente King et que le maximum de possession d'esclaves fût fixé, selon le degré de la dignité, à deux cents, cent et trente. Il sera décidé que ces réglemens soient applicables dans un délai de trois ans et que toute contravention soit punie de confiscation.

Cette nouvelle proposition eut tellement d'effet que le prix des propriétés et des esclaves subit une baisse formidable. Ce fut très gênant pour le courtisan Tong-Hien, l'édit fut préparé, mais mis de côté !

En 185, Tsong-Tthang-Tong évoquait le système Tsing comme source d'égalité dans la fortune et de banissement du luxe dans les mœurs. Reconnaisant la désuétude du système, il recommandait qu'on imposât simplement une limite en ce qui concerne la propriété foncière des familles puissantes. La terre, selon lui, ne devait être accordée qu'à des personnes capables de l'exploiter par leur propre force. Toute terre en friche devait appartenir à l'Etat.

En 201, sous la dynastie Tsin, quand l'Empereur réussit à réaliser l'unité de l'empire, il ordonna que tout homme eut droit à soixante-dix meou de terre à cultiver, et toute femme, à trente meou. Il fut fixé aussi un maximum de propriété foncière pour les princes et les dignitaires.

En 1022, l'empereur Tchenn-Tsong des Song, ordonna que tout grand dignitaire ne pût posséder plus de 30 King et les officiers subalternes, la moitié. Il interdit aux courtisans d'acheter des propriétés dans la capitale, et aux temples bouddhistes d'acheter des propriétés.

En 1246, Sié-Fang-Sou exposa le danger de concentration de la propriété foncière et demanda qu'on fixât une limite. Il fut bien écouté par Nging-Tsong.

En 1292, sous Koublaï-Khan, fondateur de la dynastie des Mongols, dite dynastie des Young, un homme du peuple, nommé Tchao-Tien-Ling, présenta à l'Empereur un projet de limitation de la pro-

priété foncière, intitulé « Le miroir de la paix et de la prospérité » :

Il décrivait la concentration sous deux formes : « les princes et les dignitaires du nord occupaient, de force, des milliers de King de terre pour le pâturage. Les puissantes familles du Midi exploitaient leurs nombreux fermiers. En face de ces grands propriétaires, une classe pauvre travaillait d'une manière pénible pendant les années même fructueuses, ce qui ne l'empêchait pas de mourir de faim, si l'année était mauvaise. Dans certaines régions, on n'hésitait pas à louer sa femme et à vendre ses enfants. Le meilleur remède à ce phénomène serait la restauration du système Tsing. Mais une restauration brusque causerait des désordres. La limitation de la propriété foncière serait le moyen d'arriver graduellement à la restauration : un maximum de plusieurs centaines de King devrait être fixé pour les familles princières, et de plusieurs dizaines de King pour les puissantes familles du peuple. Toute terre possédée hors de la limite retournerait à l'État qui, en récompense, attribuerait des dignités honorifiques aux propriétaires lésés. Tout propriétaire qui chercherait à contrevenir à l'interdiction serait puni de peines très sévères. »

« Les fermiers se verraient consolider le droit de propriété sur le terrain confisqué à leur profit et qu'ils cultivaient. Les terres confisquées en friche, seraient données à toutes personnes désireuses de les cultiver effectivement, sous réserve de ne pas dépasser

une certaine limite. Les défricheurs seraient exemptés d'impôts, entièrement ou partiellement, pendant trois ans. L'aliénation de la terre serait permise, à moins que l'acheteur n'eût atteint la limite. Ceux qui ne désireraient pas cultiver la terre, ne seraient pas forcés d'en posséder. »

Il prévoyait en dehors du système de la propriété foncière individuelle limitée, une catégorie de terres attachée à des fonctions et dont le revenu devait servir d'appointements au titulaire ; suivant les degrés de dignité, ces terres devaient être limitées de vngt à douze King.

Il jugeait un tel système très libéral pour obtenir le résultat souhaité sans trop compromettre l'ordre social.

En 1480, sous la dynastie des Ming, l'édit de l'empereur Hieng-Tsong défendit aux familles puissantes d'occuper les terres du peuple.

Toutes ces idées de justice sociale partaient presque toujours de la restauration du système Tsing, mais la réalité les obligeait à s'arrêter à mi-chemin. Les institutions positives se contentaient de la limitation de la propriété, d'une limitation assez large, puisque le maximum permis était une quantité de terre considérable. Voici les raisonnements des modérés : « Les riches, sauf quelques exceptions, patronaient une région entière, faisaient des œuvres de bienfaisance et d'assistance, étaient parfois nécessaires et utiles pour subvenir à l'insuffisance de l'action de l'Etat. Ruiner les riches sans en tirer pour

les pauvres un profit réel et immédiat, c'est une absurdité. »

B. — *Réformateurs les plus audacieux.*

Nous passons à l'étude des réformateurs les plus audacieux qui sont au nombre de trois, depuis la transformation du système de la propriété foncière, en 250 avant J.-C., jusqu'aux temps modernes. Mais nous ne nous occuperons pas du mouvement des idées actuelles en Chine, qui sont, à notre avis, hors de notre compétence d'études.

a) Réforme de Weng-Mang, Empereur de la dynastie des Sing, de l'an 9 à 22 de l'ère chrétienne.

En l'an 9, 259 ans après la disparition du système Tsing, Wang-Mang en tenta la restauration. Par snobisme, Wang-Mang voulait toujours imiter Tcheou-Koung. A part la restauration du système Tsing, son étatisme, au point de vue économique, était remarquable. Nous reportons l'étude de son étatisme économique à l'appendice que nous avons projeté. Ici, il ne s'agit que de la réforme foncière.

Dès son avènement au trône, Wang-Mang ordonna : « Jadis, dit-il, avec le système Tsing, chaque famille recevait cent mou de terres cultivables ; l'impôt était de dix pour cent du produit de la terre. L'Etat se suffisait et le peuple était dans l'aisance et chantait les bienfaits des princes. C'était le système des Tang et des Yu, suivi par les trois grandes dynasties. »

« Les Tsin, ne connaissant pas la vraie voie du

gouvernement, percevaient des impôts pour les dépenses personnelles de l'Empereur et pour les expéditions militaires. Le peuple était épuisé et le système des Sages détruit ! Dès lors apparaît l'élimination des petits propriétaires par les grands dont l'ambition et l'avidité sont insatiables. Les uns possèdent des terres qui se comptent par milliers de King ; les autres n'ont même pas de quoi poser leurs pieds. »

Les Han diminuent les charges du peuple en ne percevant comme impôt qu'un trentième du produit de la terre. Mais il en est tout autrement, si l'on examine de près les choses : tout d'abord, ce système ne prend en considération ni la vieillesse ni la maladie. Puis, avec le phénomène de concentration, les petits se mettent dans l'état d'esclavage au profit des grands. Si l'impôt est apparemment d'un trentième, la réalité est qu'il est de la moitié du produit des cultivateurs. Ceux-ci, pendant toute l'année, père, fils et toute la famille, cultivent, désherbent, moissonnent, se donnent une peine infinie, et leur rétribution ne suffit pas à assurer leur subsistance, alors que les riches nourrissent leurs chevaux et leurs chiens avec des céréales ! »

« Dès maintenant, pour couper court à ces injustices, nous dénommerons les terres possédées par n'importe qui : « terres d'Etat » dont la vente et l'achat seront interdits. Tous ceux qui possèdent des terres dont la quantité dépasse cent meou par famille, devront partager le surplus entre leurs pa-

rents proches et éloignés. Ceux qui n'en possèdent point recevront aussi leur portion légale. »

« Tous ceux qui critiqueront ce système équitable pour troubler les opinions générales, seront exilés à la frontière. » La sanction était très sévère !

Depuis les grands dignitaires jusqu'au bas peuple, nombreux sont ceux qui furent punis pour avoir acheté ou vendu des terres et des maisons.

Ce fut une tentative bien énergique, mais Wang-Mang n'en rencontra pas moins de résistance.

En l'an 12, Tsin-Pa lui fit la remontrance suivante :

« Le système Tsing, quoique originaire des anciens souverains, a vu son dernier jour. Depuis la décadence des Tcheou, l'Etat n'était pas assez puissant pour diriger le peuple. La dynastie Tsin a bien su s'adapter au désir du peuple, c'est pourquoi elle arriva à l'unification de l'Empire. La liberté de la propriété individuelle instituée par les Tsin a encore beaucoup de partisans dans le peuple. Vouloir ressusciter un système mort et oublié, c'est méconnaître la psychologie populaire. Dans les circonstances actuelles, si l'on donne cent ans pour la restauration complète d'un tel système, je n'en vois pas la possibilité. »

Quand le réformateur vit le peuple souffrir des désordres causés par sa tentative, il se résigna à en changer la teneur, en ordonnant que désormais les « terres dénommées d'Etat » seraient aliénables et

que les vendeurs et les acheteurs ne seraient pas poursuivis.

L'échec de Wang Mang venait de ce qu'il était usurpateur de la dynastie des Han. Il fut renversé en 22, lui et son système. Les critiques pleins de préjugés s'attaquent à sa personne pour rendre son œuvre méprisable.

b) Réforme de la dynastie des Wei.

La seconde réforme du système foncier eut lieu avec l'empereur Siao-Wenti, de la dynastie des Wei, en 477. L'Empereur s'inspira des idées de Li-Ng-tain-Che, qui lui présenta une lettre de conseils :

« La méthode rationnelle d'organisation de la Société est de proportionner la population aux terres. L'impôt doit être léger, la possession de la richesse doit être limitée. Que la terre ne soit pas inculte ! Que les bras valides ne soient pas habitués à la paresse ! Que les riches et forts ne soient pas des spoliateurs ! Que les humbles et petits trouvent, eux aussi, leur portion légale. »

« De nos jours, les migrations intérieures de l'Empire sont nombreuses, à cause parfois d'une mauvaise récolte. Après plusieurs générations, les descendants des émigrants rentrent dans leur village, retrouvent leurs terres et leurs maisons occupées par d'autres ; les procès s'éternisent, tant est difficile à faire la preuve du vrai propriétaire. Entre temps, la culture des belles plaines en litige est interdite aux deux parties. Les feuilles toutes fraîches

des mûriers jaunissent et tombent sans qu'on ait le droit de les cueillir pour nourrir les vers à soie. Comment peut-on espérer la prospérité !

» Tout cela tient à la disparition du système Tsing. Bien qu'il soit impossible de le restaurer complètement, il serait profitable que l'équilibre fût établi entre la possession territoriale et la force nécessaire pour la mettre en valeur. »

» Quant aux litiges en question, ils devraient être tranchés dans un délai assez court. Dans les cas difficiles, les présomptions légales donnent droit au possesseur présent, afin de couper court à des prétentions vexatoires. »

Ce long exposé a produit certainement des effets sur Siao-Weng-Ti. Il se décide à faire une égalisation de possession territoriale.

D'après l'ordonnance de 479, il consacrait le principe de la distribution dans le système Tsing, mais il en différait dans les détails.

Nous avons à distinguer deux catégories de terres, à savoir : les terres de culture et les terres de plantation.

1°. — Régime des terres de culture.

La distribution :

Toute personne du sexe masculin, âgée d'au moins quinze ans, devait recevoir 40 meou. Les personnes de l'autre sexe recevait la moitié, c'est-à-dire 20 meou. A ces 40 ou 20 meou, il devait être ajouté 30 meou chaque fois que l'on avait un esclave ou un bœuf sous sa dépendance. Le maximum de

possession de bœufs ou d'esclaves était fixé à quatre, par conséquent la terre supplémentaire ne devait pas dépasser 120 meou, soit 4 x 30 meou.

Le retour à l'Etat :

La terre retourne à l'Etat quand le titulaire est âgé ou mort (l'âge n'était pas formellement fixé comme dans le système Tsing).

Les terres possédées à titre supplémentaire étaient données ou reprises par l'Etat suivant que le titulaire possédait ou non des bœufs ou des esclaves.

La ressemblance existait avec le système Tsing en ce qui concerne les terres en jachères.

La différence avec le système Tsing existait à plusieurs points de vue, à savoir : l'âge, la quantité, le sexe, et les esclaves ou les bestiaux pris en considération.

2°. — Régime des terres de plantation.

Il était un système plus large. Il faut distinguer les terres de mûriers et les terres de chanvre.

I. — Terres de mûriers.

Tout individu de sexe masculin recevait 20 meou. S'il possédait plus de 20 meou, le surplus ne devait pas être compté dans la portion de terres de culture. Dans les régions où manquaient les terres de plantation, elles devaient être remplacées par des terres de culture en raison de un meou pour 20 meou.

Toute terre au-delà de la portion légale ne devait pas être plantée, sous peine de confiscation.

La terre de plantation de mûriers était héréditaire

et ne faisait pas retour à l'Etat. Ceux qui en possédaient au-delà de la portion légale n'étaient pas obligés de rendre le surplus à l'Etat. Ceux qui n'en possédaient pas assez avaient droit à la distribution.

Les ventes et les achats étaient permis sous réserve de ne point vendre ce qui provenait de la portion légale ni d'acheter au delà de la limite permise.

II. — Terres de chanvre.

Tout homme âgé de 15 ans recevait dix meou et toute personne de l'autre sexe 15 meou.

La règle de distribution et de retour à l'Etat était applicable à cette terre.

Règle particulière en ce qui concerne les vieillards, les enfants et les malades :

Toute famille composée de vieillards, d'enfants ou d'invalides ne recevait pas de terre de culture ; mais les enfants âgés de moins de 11 ans et les invalides recevaient chacun la moitié de la portion légale de terre de chanvre ; les vieillards gardaient entièrement la terre de chanvre. Les veuves qui ne se remariaient pas et n'étaient pas obligées de recevoir la terre de culture, recevaient quand même les cinq meou de terre de chanvre.

Règles générales de distribution et de retour :

La distribution ou le retour se faisait au commencement de l'année. Tout événement de mort, d'aliénation des esclaves ou des bœufs ne produisait son effet qu'à partir de l'année suivante.

Dans les régions où la quantité de terre était supérieure par rapport au nombre de la population,

l'Etat mettait les terres en exploitation selon ses moyens. Une fois les terres défrichées, la distribution aux émigrants se faisait d'après les règlements.

Dans les régions où la quantité de terre était inférieure par rapport au nombre de la population, toute personne arrivée à l'âge de réception de terre, recevait les terres de plantation de mûriers de sa famille, pour une quantité égale à la portion de terre de culture, si cette personne ne désirait pas émigrer dans une autre région. Si la quantité de terre ainsi obtenue n'était pas suffisante, on avait recours à des terres en jachères qui devaient être cultivées sans repos. Si cela n'était pas encore suffisant, la famille supportait une diminution proportionnelle.

Dans les régions où il n'y avait pas de terre de mûriers, on entamait en premier lieu les terres en jachères de la même famille.

Toute émigration motivée par l'insuffisance de terre dans la région, n'était pas limitée à telle région ou à telle province. Toutefois, des réserves sont faites pour les émigrations sans causes plausibles ou pour ceux qui émigrent dans le seul but de chercher ailleurs des conditions plus favorables.

Pour les terres où l'on construisait des maisons d'habitation, chacun recevait un tiers de meou, chaque esclave avait droit à un cinquième de meou.

Un jardin potager était obligatoire pour les personnes valides âgées de quinze ans. Il était compris dans les terres distribuées et il était de un cinquième de meou par personne.

Toute occupation des terres d'autrui était interdite.

L'ordre de distribution était réglé par la distance ou la condition de fortune.

De deux habitants dont l'un était plus proche et l'autre plus éloigné de l'administration, celui-là était servi le premier, si les deux demandes étaient faites en même temps.

De deux personnes, l'une riche, l'autre pauvre, celle-ci était servie la première si les demandes étaient faites en même temps.

La maison et les terres de mûriers des personnes exilées ou mortes sans postérité, reviennent à l'Etat en vue de nouvelles distributions, le surplus était donné ou prêté aux proches parents du défunt ou de l'exilé.

Les fonctionnaires de l'administration extérieure avaient, selon leurs degrés de dignité, des terres attachées à la fonction. L'aliénation de ces terres était punie par les lois.

Nous remarquons que Wang-Mang, le premier réformateur, se bornait simplement à poser les principes rigides d'étatisation des terres et à laisser le soin des détails aux administrations subalternes. Les officiers en profitaient pour satisfaire des vengeances personnelles et incitaient à la révolution, tandis que l'empereur des Wei sut donner une réglementation minutieuse.

La tolérance particulière en ce qui concernait les terres de mûriers — celles-ci sont héréditaires —

que les Wei ont bien voulu admettre, est d'une psychologie pénétrante de l'âme même des petits propriétaires qui s'attachent à leur maison et à ses dépendances jusqu'au point de se confondre avec celles-ci.

La terre de plantation de mûriers a besoin d'un aménagement de longue haleine et le résultat ne s'obtient pas dans la génération même. Si cette terre avait été assujettie également aux mêmes règles de distribution ou de changement, personne ne se serait plus donné la peine de bien soigner, dans leurs premières années, des arbres dont le fruit serait cueilli plus tard par des mains étrangères.

Une semblable tolérance ne nuirait pas à l'intérêt général, si l'aliénation était limitée à un certain degré.

Le système de Wei survécut longtemps au changement dynastique, c'est ainsi que sous les dynasties des Tsi et des Tcheou du Nord, puis des Soui, qu'on gardait les mêmes principes tout en changeant les détails.

Les dynasties des Wei, des Tsi, et des Tcheou n'occupaient que la partie Nord de la Chine. Dans la partie Sud, à la même époque, on ne s'occupait pas de la question de la propriété foncière.

C. — *Réforme de la dynastie des Tang.*

L'Empereur Kao-Tsou, ayant unifié l'Empire en 623, établit le système d'égalisation des terres l'année suivante.

Une distinction juridique était faite entre les terres qualifiées « de devoir perpétuel » et celles qui étaient qualifiées « de portion individuelle ».

1°) Terres de devoir perpétuel.

Les terres de devoir perpétuel étaient ainsi dénommées, parce qu'elles étaient héréditaires. Régulièrement toutes les familles devaient en recevoir 20 meou. Elles devaient être plantées d'arbres fruitiers ou d'arbres qui lui convenaient.

La tolérance d'aliénation comprenait deux cas :

1) Le cas d'émigration.

2) Le cas de mort sans cercueil.

2° Terres de portion individuelle.

Ainsi dénommées, parce que ces terres étaient distribuées en raison de la personne.

Tout homme âgé de 18 ans recevait 100 meou, l'homme invalide, 40 meou. Les veuves recevaient 30 meou.

Il y a trois distinctions à faire :

a) Dans la région peuplée, la portion était de la moitié de celle des régions moins peuplées.

b) Les jachères étaient appliquées dans les terres moins fertiles, mais elles étaient limitées au repos bisannuel, même dans les régions les moins peuplées.

c) Les artisans et les commerçants ne devaient pas en recevoir dans les régions peuplées, et ils n'en recevaient que la moitié dans les régions moins peuplées.

L'aliénation était seulement tolérée en cas d'émi-

gration de la région peuplée dans une région moins peuplée. Cette émigration était d'ailleurs encouragée. Le nouvel établissement dans la région moins peuplée était fait au moyen d'achats : puisqu'une personne ne devait recevoir de terre qu'une fois dans la vie. La terre de portion individuelle n'était pas héréditaire et retourne à l'Etat en cas de mort du titulaire.

Règles générales :

La distribution et le retour à l'Etat se faisaient à la dixième lune de l'année, au moment de la semence. Dans toute demande faite en même temps qu'une autre, les pauvres primaient les riches, les contribuables primaient les exemptés.

L'excédent des terres dans une région, était donné à la région voisine. Les ventes et les achats devaient se faire devant un officier de l'Etat sous peine de nullité.

Cas exceptionnels :

Tout absent pouvait affermer sa portion territoriale si son absence était motivée par un service d'Etat. Si l'absent vivait ordinairement avec ses parents, sa terre pouvait être gardée par ces derniers pendant six ans.

Les enfants, même âgés de moins de 18 ans, d'un père mort au service de l'Etat, gardaient la portion individuelle de leur père.

Tout blessé ou invalide de guerre gardait sa portion individuelle jusqu'à la fin de sa vie.

Les terres de portion individuelle des officiers ou leurs terres de récompense étaient afferlables, vu l'impossibilité pour eux de les cultiver.

Le système de la dynastie des Tang a été inspiré par le système des Wei. Mais la tolérance d'aliénation ouvrait une brèche à la destruction du système étatiste. Le beau nom de terre de l'Etat couvrait le vrai mal, né de la propriété individuelle. 150 ans après, non seulement la justice en matière de possession territoriale n'existait plus, mais encore la justice en matière d'impôt. Lorsqu'en 780, le grand financier, Yang-Hienn équilibrait les charges des contribuables sans s'occuper de la question de fond de la propriété, il fut accusé d'avoir recouru à des expédients et aidé à la mort définitive du système d'étatisation de la propriété foncière.

APPENDICE

Dans notre appendice, les quelques financiers qui nous occupent n'ont aucun rapport avec l'étude de la propriété foncière. Toutefois nous nous souvenons de l'étatisme économique que nous avons étudié avec le système Tsing. L'institution de Tcheou-Koung que l'Ecole confucénienne prend comme modèle de gouvernement, ne négligeait point les finances. Mencius, représentant de l'Ecole, à force de faire la guerre contre l'Ecole des juristes, ne voulait pas parler comme eux de questions trop matérielles. Les lettrés de l'Ecole confucénienne méprisent par tradition, les financiers dont l'esprit est parfois de grande envergure au point de vue économique. Nous étudierons cinq personnages de grande figure au point de vue de l'économie sociale.

1) Kan-Tsong.

Kan-Tsong était ministre de la principauté de Tsi en 708-643 avant Jésus-Christ. Dès son époque se

dessinait la lutte entre les seigneurs féodaux, lutte tant militaire qu'économique. La principauté de Tsi était la plus commerçante entre toutes. Kan-Tsong inclina vers une politique commerciale.

« La monnaie, dit-il dans le chapitre des principes du Gouvernement, est la mesure des dépenses. Connaissant la cause de la circulation de la monnaie, on saura distinguer le gaspillage de l'avarice. Sachant cette distinction on ne craindra plus l'insuffisance ». « L'avarice nuit aux affaires et le gaspillage nuit à la richesse ».

« Les céréales sont la matière vitale du peuple, la monnaie et l'or sont des richesses de commune mesure. Prendre la commune mesure pour régler la matière vitale, c'est le moyen de faire sortir toute la force de l'homme ».

Il considérait la monnaie comme ayant la force régulatrice des richesses et les céréales comme ayant un caractère spécial parmi les richesses. « Si l'on fait manœuvrer la clef de ces deux instruments, on arrive à enrichir une nation ».

Il attribuait la cause du phénomène de concentration des richesses à ce que des particuliers font de la spéculation sur ces deux matières.

(Chapitre de l'Epragne d'Etat) « Le prix des céréales dépend de l'année plus ou moins bonne, la valeur des marchandises dépend des ordres plus ou moins pressants du gouvernement. Si l'Etat ne sait pas administrer les richesses, les capitalistes et les

spéculateurs profitent des besoins pressants du peuple pour obtenir un bénéfice centuple ».

« Tout le monde reçoit la même quantité de terre, les plus habiles savent la garder ; tout le monde possède la même quantité de richesses, les plus intelligents savent les faire fructifier. Les plus intelligents obtiennent un profit décuplé, les ignorants ne reçoivent même pas la rémunération de leur travail. La différence d'intelligence amène la différence de fortune. Les riches ayant assez de fortune, n'obéissent plus, même par intérêt ; les pauvres, eux, ne craignent pas les peines ; la désobéissance et le désordre trouvent leur cause dans l'inégalité de fortune. »

Il conclut que le libéralisme économique ne fait qu'enrichir les spéculateurs et encourager la concentration de la fortune. « Si l'Etat ne sait pas ménager le trop et le trop peu, ni équilibrer la force et la fortune, quand même les céréales seraient en abondance et la monnaie en frappe continuelle, l'exploitation des uns par les autres n'en existe pas moins. »

Quel est le remède qu'il propose ?

« L'abondance ou la rareté des marchandises est réglée par la monnaie qui en est la balance. Il ne faut pas qu'il y ait le déséquilibre dans la balance. Le prince doit veiller à l'équilibre. »

» Les charrues et les socs et tous les instruments aratoires, les semences et les céréales, tout doit être fourni par le prince. Les spéculateurs et les capita-

lists ne pourront plus spolier le peuple.

» Les céréales priment toutes les autres marchandises, le prix des céréales varie en sens inverse du prix des marchandises ; c'est au prince de prévoir la hausse et la baisse de ces deux choses. » (Chapitre d'épargne d'Etat).

Cette politique peut être définie en termes modernes, politique d'étatisation du capital et de monopolisation de commerce. Kang-Tsong ne se contente pas de cela ; il demande aussi l'étatisation de l'industrie des Mines et du sel.

Le chapitre « Politique de Mer » rapporte la conversation du ministre avec son roi :

« Si je taxais les maisons bâties et les monuments ? » lui demande son roi.

« Cela nuirait à la construction, répliqua le ministre. »

« Si je taxais les bois ? »

« Cela serait détruire le boisement. »

« Si je taxais les animaux ? »

« Ce serait décourager l'élevage. »

« Si je taxais les gens »

« Ce serait nuire à la procréation. »

Le roi finit par lui dire :

« Que faire pour subvenir aux dépenses de l'Etat ? »

Notre ministre répond :

« Il ne reste plus que l'étatisation des montagnes et de la mer. »

« La politique de la mer, dit-il, ne néglige pas la

taxe du sel. Dans une famille de dix personnes, dix personnes consomment du sel : chaque mois 4 chen et demi par homme, deux chen et demi par femme, un chen et demi par enfant. Un grand état de 10 millions d'habitants, fournit comm taxe de sel, une somme de deux millions de sapèques par jour, soit 60 millions par mois. Si vous taxez les gens en raison de 30 sapèques par mois et par personne, vous obtenez simplement 30 millions. Encore si vous ordonnez la taxe sur les personnes, vous entendrez des cris de mécontentement. Vous obtenez cette somme cent fois plus facilement en la percevant en taxe de sel. Personne n'y échappe. »

En ce qui concerne l'étatisation des mines de fer, le calcul est ainsi fait : « Chaque femme a besoin d'une aiguille et d'un couteau. Chaque laboureur a besoin d'une charrue, d'un soc et d'une pelle. Ils ne peuvent pas s'en passer s'ils veulent travailler. Si vous gagnez un sapèque sur le prix de vente d'une aiguille, trente aiguilles vous fourniront une somme équivalente à la taxe personnel d'un mois. Si vous gagnez six sapèques sur le prix de vente d'un couteau, 6 fois 5 font trente, 5 couteaux vous procureront la même somme. Le calcul pourra être fait pour la vente d'autres outils de fer. Tout le monde se soumettra à votre taxe. »

Les théories d'impôts indirects et de monopoles ne sont pas des inconnus à Kao-Tsong.

De plus, avec son capitalisme étatiste, il réalise la politique des conquêtes économiques. Voici un

détail très intéressant au point de vue de la politique du commerce international.

Le prince An lui demande : « Comment faire pour soumettre les principautés de Lou et de Liang ? »

Kan-Tsong répond :

« Les habitants de Lou et de Liang tissent la toile de lin. Il faut que notre roi s'habille de ce tissu, qu'il ordonne aux dignitaires de s'en vêtir, et que ceux-ci lancent la mode dans le peuple. »

» En même temps, il faut interdire à nos habitants de tisser cette toile, afin de nous approvisionner chez nos voisins. Nous verrons ainsi les habitants de Lou et de Liang abandonner l'agriculture pour prendre le métier de tisseurs. »

Le prince An accueille sa proposition. Kan-Tsong fait alors dire à un marchand de Lou et de Liang : « Faites faire pour nous mille rouleaux de toile de lin. Nous vous donnerons trois cents livres d'or comme récompense. »

Les princes de Lou et de Liang ordonnent au peuple de tisser du lin pour taxer la vente.

Treize mois après, Kan-Tsong envoie ses gens de confiance dans Lou et Liang. Ils voient que personne ne cultive. Kan-Tsong dit qu'il est temps de soumettre ces deux pays. Le prince An lui en demande les moyens. Il conseille au prince de s'habiller de soie afin de démoder la toile de lin et d'interdire en même temps le commerce avec les principautés de Lou et de Liang.

Les princes de Lou et de Liang s'affolent, ordon-

nent à leurs habitants de revenir à l'agriculture. Mais les grains ne s'obtiennent pas en trois mois. Le prix des céréales est cent fois plus élevé dans Lou et Liang. Deux ans après, les habitants de Lou et de Liang immigrant dans le royaumes de Tsi, sont de soixante pour cent. Leurs princes demandent à se soumettre.

Si le prince An a été le chef du concert des princes à l'époque de Tchouen-Tsio, c'est grâce à Kan-Tsong. Confucius ne manque pas d'admirer notre économiste. « Sans Kan-Tsong, dit-il, nous serions la proie des conquêtes barbares. » Mencius, plus utopique, s'indigne de ce que l'on lui demande de renouveler les exploits de Kan-Tsong.

2) Li-Hœi (424-387 avant Jésus-Christ). Ministre de la principauté Wei sous Weng-Heou (1).

Il a pour principes : la politique agricole qui encourage le travail de l'individu et l'état régulateur du prix des céréales qui tempère la conséquence du libéralisme.

Nous avons déjà cité plus haut sa statistique agricole, nous étudierons ici le deuxième principe.

La cherté des céréales nuit au peuple et le disperse ; leur mévente nuit au cultivateur et appauvrit l'Etat. Les inconvénients paraissent d'une manière ou d'une autre. Celui qui gère bien son état ne nuit

(1) Se-Ma-Tsien, Mémoires historiques.

pas au peuple, tout en encourageant les cultivateurs.

» Supposons qu'une famille de cinq personnes laboure les cent meou et qu'un meou donne une récolte de un Tan et demi, la famille obtient une moisson de 150 Tan. Diminution faite de l'impôt de 10 %, il ne reste que 135 Tan. »

Après avoir établi le budget des recettes, il montre celui des dépenses :

« Comme nourriture, supposons que chacun consomme 1 Tan et demi par mois, cinq personnes consommeront 90 Tan par an. L'excédent est de $135 - 90$, soit de 45 Tan.

» Supposons que les grains se vendent 30 sapèques par Tan, 45 Tan fournissent 1.350 sapèques.

» Les dépenses des fêtes et des cérémonies annuelles coûtent 300 sapèques.

» Les vêtements en coûtent 1.500, à raison de 300 sapèques par personne.

» Le déficit budgétaire est de 450, soit :

$$1.350 - (300 + 1.500) = - 450 \text{ par an}$$

» Sans compter les dépenses extraordinaires occasionnées par les cas de maladie et de mort ou d'impôts extraordinaires !

» C'est la cause qui met les cultivateurs dans l'embarras et les décourage, c'est aussi la cause de la cherté des céréales. »

En quoi consiste une bonne politique régulatrice du prix des céréales ?

Supposons trois degrés respectifs des années

Bonnes ou mauvaises qui donnent des récoltes comme suit :

de 600 Tan ou de 100 Tan.

de 450 Tan ou de 70 Tan.

de 300 Tan ou de 30 Tan.

Il faut acheter des céréales au compte de l'Etat jusqu'à ce que le prix atteigne le niveau d'équilibre quand l'année est trop bonne. L'Etat revend les céréales achetées, à un prix raisonnable quand l'année est mauvaise.

Les inondations, la sécheresse, la disette ou la famine ne feront pas hausser le prix des grains ni dispenser le peuple ; c'est la politique du renouvellement.

Grâce à la politique de Li-Hœi, Wei devient un des riches et puissants états de l'époque.

3) Chang-Hong-Yang (1).

Sous le règne de l'empereur Ou-Ti (140-88 avant Jésus-Christ), de la dynastie des Han, les dépenses de guerre contre les Barbares sont considérables. Quelques financiers se montrent alors fort capables. Salline, ministre de l'agriculture ; Kong-King, ancien maître de forges, directeur de la section du sel et des métaux, et Chang-Hong-Yang, fils d'un gros commerçant, directeur de la comptabilité. Nous dé-

(1) Se-Ma-Tsien, Mémoires historiques.

signons ce groupe par le nom de Chang-Hong-Yang qui était le plus connu. Leur politique financière consiste dans le monopole des industries du sel, des métaux et du commerce de spéculation.

1°) Monopole du sel et des métaux.

Kong-King dit à l'Empereur : « La richesse de la mer et des montagnes doit appartenir au trésor public pour alimenter les dépenses. Les spéculateurs parasites cherchent à s'enrichir en accaparant cette richesse naturelle ; ils ne manquent pas d'arguments contre le monopole, mais le souverain ne doit pas les écouter ».

D'après lui, l'industrie des métaux doit être exploitée en régie et l'industrie du sel, en ferme. Les fraudes sont punies de peines corporelles et de confiscation.

2°) Monopole du commerce de spéculation.

Le ministère du commerce et de l'agriculture envoie des délégués dans les provinces. Ces délégués s'occupent de tous les monopoles de commerce ou d'industrie. Ils doivent veiller à ce que les provinces éloignées envoient, en guise d'impôts, les marchandises dont les commerçants ont l'habitude de s'approvisionner. Dans la capitale, une organisation régulatrice de marchandises est constituée sous le contrôle du ministère du commerce et de l'agriculture. Cette organisation a pour mission de recevoir et d'emmagasiner les marchandises. Elle règle le marché en achetant en temps de baisse et en vendant

124 ÉTUDE SUR LES TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME

les spéculateurs et empêche les hausses excessives.

spéculeurs et empêche les hausses excessives.

Ces financiers ont fourni à Outil des ressources considérables, mais ils ne sont pas épargnés par les critiques de leurs contemporains.

4° Wang-Mang.

Nous avons étudié longuement Wang-Mang dans son étatisation de la propriété foncière. Ici nous abordons son interventionisme sur les richesses en général.

Dès la deuxième année de son avènement, en l'an 10 de l'ère chrétienne, Wang-Mang établit l'administration et le contrôle sur les 6 matières, à savoir : le sel, le vin, le fer, les montagnes et les lacs, la monnaie, enfin le système régulateur du commerce et du crédit national.

L'ordonnance de Wang-Mang en l'an 10 commence le mouvement, mais elle ne prévoit pas un système complet.

« Le crédit national est mentionné dans le chapitre « Hôtel des Monnaies » dans Tcheou-Li. Ya-Yong parle du système régulateur du commerce dans son « entretien ». Les livres classiques enseignent la main mise de l'Etat sur toute sorte de richesses (à quels livres classiques fait-il allusion ?) nous ordonnons maintenant d'ouvrir le crédit national, d'organiser le système régulateur du commerce, d'établir la main mise sur toute sorte de richesse,

afin d'égaliser les fortunes et d'empêcher le phénomène de concentration ».

Le chapitre « Denrées et marchandises » de Pan-Kou nous rapporte des détails :

« Dans la capital et au chef-lieu des cinq principaux départements, on institue des fonctionnaires régulateurs du commerce. Les fonctionnaires de chaque circonscription se composent d'un maître régulateur du commerce, de cinq officiers et d'un comptable.

Tous les industriels et les commerçants qui exploitent des Mines de métaux doivent faire une déclaration à la direction compétente. C'est le contrôle en vue de taxer le revenu.

Sont assujettis à la déclaration, les pêcheurs, les chasseurs, les éleveurs, les femmes-tisserands et éleveurs de vers à soie, les artisans, les médecins, les diseuses de bonne aventure, les marchands boutiquiers ou ambulants. La taxe est de 10 % sur leurs revenus. L'absence de déclaration ou la fausse déclaration est punie de confiscation et de la peine de travaux forcés pendant un an.

Pan-Kou nous rapporte, dans l'histoire personnelle de Wang-Mang, le passage suivant :

« Il ordonne aux officiers de monopoliser la vente du vin, du sel, du fer, de réserver le droit de frappe de la monnaie à l'Etat et de taxer les chasseurs, les pêcheurs et les exploitants des Mines..... »

Le monopole du vin est décrit dans le chapitre « Denrées et marchandises ».

L'Etat fabrique du vin et ouvre un débit pour 2.500 Tan de vin fabriqué. Le prix moyen s'obtient de la façon suivante :

« Chaque alambic donne 6 Hô (1) et 6 Tô de vin, en prenant comme matière première 2 Hô de gros riz et 1 Hô de ferment. On prend le prix moyen mensuel de ces deux matières fournies et on le divise par trois. On applique ce prix à 1 Hô de vin, ce qui fait que l'on gagne plus du double sur la vente du vin. Ce prix de vente n'est définitif que d'après le prix moyen obtenu des 50 alambics.

» Après la vente du vin, on prélève le capital nécessaire à l'achat des matières premières et on partage le gain en deux parties : 70 p. 100 reviennent à l'Etat 30 p. 100 sont consacrés aux dépenses de combustible, à l'amortissement des outils et aux rémunérations des mains-d'œuvre. »

Quant au système régulateur du commerce, on le divise en cinq rubriques :

1) « Fixation du prix moyen du marché d'après le prix moyen des marchandises de catégories diverses au milieu des quatre saisons.

» 2) Achat des marchandises invendues.

» En ce qui concerne les tissus et les céréales, dont l'offre dépasse la demande, l'Etat les achète d'après le prix de revient.

(1) 1 Hô (mesure de capacité) = 5 Tô ; 1 Tô = 10,354 litres.

» 3) Renivellement du prix.

» Au moment de la hausse des prix, l'Etat fait sortir les marchandises accumulées par lui et les met à la disposition des demandeurs afin de ramener les prix à un niveau raisonnable.

» 4) Crédit gratuit en cas d'urgence.

» Le crédit gratuit doit être accordé en cas d'offrande ou de funéraille, sous réserve d'un délai de dix jours pour le premier cas et de trois mois pour le second.

5) Crédit national de production.

» Les personnes désireuses d'exploiter une industrie obtiennent un crédit de l'Etat. Ce crédit porte l'intérêt qui ne doit pas dépasser un dixième du revenu annuel de leur exploitation. »

Nous avons jusqu'ici des détails sans ordre. Nous ne voyons l'énumération complète des six ordres des choses contrôlables que dans l'ordonnance de Wang-Mang, en l'an 17 après Jésus-Christ.

« Le sel rend les mets agréables. Le vin guérit des maladies et donne de l'éloquence. Le fer fournit aux laboururs des outils indispensables. Les montagnes et les lacs renferment des trésors cachés. Le système régulateur du commerce et le crédit national sont des moyens d'équilibrer la situation du peuple. Puis la monnaie, par sa circulation, nous rend de grands services. Ces six ordres de choses ne s'obtiennent pas par la force et le travail d'une seule personne. On s'en approvisionne au marché. On paye un prix multiple quand besoin en est. Les ca-

pitalistes spéculateurs trouvent l'occasion d'exploiter les malheureux. Les anciens sages connaissant les causes avaient la main mise sur ces choses. »

Pour chaque ordre du contrôle, il est établi des lois pénales. La peine appliquée peut être celle de mort.

Malheureusement, un tel système d'intervention ne peut certainement pas obtenir le résultat voulu avec une administration mal organisée comme à cette époque. En plus, les lettrés du gouvernement se voient obligés d'avoir recours aux commerçants praticiens qui manquent parfois de probité. Ces derniers font souffrir le trésor et gémir le peuple.

Lorsqu'en l'an 22 la révolution éclate, Wang-Mang se résigne à retirer les ordonnances qui gênent le peuple. Il est trop tard ! Après sa mort tragique, les révolutionnaires n'épargnent point son corps pas plus que les lettrés n'épargnent son système.

Nul dès lors, comme dit Hou-Che, n'a rendu justice à cet homme qui travailla souvent jusqu'au matin pour établir la justice sociale.

5) Wang-Ngan-Che (1).

En 1069, sous la dynastie des Song, Wang-Ngan-Che est chargé par l'Empereur Jin-Tchong,

(1) Song-Che, Histoire personnelle de Wang-Ngan-Che.

d'appliquer son « Nouveau système financier ». Ce système contient neuf rubriques dont 4 plus intéressantes que les autres, à savoir :

1°) Système Fang de mesurage de la terre que nous avons étudié plus haut.

2° Système d'approvisionnement.

Il remplace le transport des impôts en ce sens que tous les percepteurs d'impôts ont le droit de demander à chaque région de fournir les marchandises que les commerçants ont l'habitude d'acheter dans cette région.

3°) Crédit agricole et crédit municipal.

Le crédit agricole est accordé au printemps et doit être rendu à l'Etat après les moissons. L'intérêt est de 20 %. C'est un crédit de production. Le Crédit Municipal est un crédit de consommation. Il exige une hypothèque ou un gage ; l'intérêt est aussi de 20 %. En cas de retard pour le versement des intérêts, un intérêt moratoire de 2 % par mois doit être payé.

4°) Taxe sur l'exemption de service militaire.

Cette taxe est levée d'après la fortune de l'intéressé en vue de payer la personne qui la remplace. C'est l'application du principe de l'égalité devant le service militaire. Même les personnes exemptées, de droit, du service paient la taxe qui s'appelle « taxe pour l'aide de service ».

Wang-Ngan-Che s'inspire beaucoup des idées d'un de ses contemporains, Li-King de l'École d'utilitarisme.

Li-King analyse Tcheou-Li comme un traité de droit administratif. Le chapitre « Economie d'Etat » montre un esprit financier remarquable.

Les personnalités que nous venons d'étudier, appartiennent de loin ou de près à l'Ecole des juristes. Mais elles prennent toutes leur source dans Tcheou-Li. Ces hommes veulent arriver à un système économique et financier plus ou moins scientifique ; mais ils trouvent toujours assez de lettrés, fidèles à la parole de Mencius, pour critiquer leurs motifs et empêcher leurs exploits. Nous étudions ci des idées économiques et financières pour montrer que les préoccupations des penseurs sociaux ne se bornent pas seulement à la matière de la propriété foncière. Dès l'existence d'une richesse sous quelque forme que ce soit, cette richesse devient tout de suite un centre d'attention de l'humanité, aussi bien des égoïstes que des esprits généreux.

Cette attention excite les esprits généreux à résoudre un problème séculaire. N'ont ils pas donné des solutions intéressantes ? Nous les laisserons constater par nos lecteurs. Tout ce que nous pouvons dire dès maintenant, c'est que les sentiments humanitaires ont existé de tous temps et en tous lieux. Nous aurions tort de nous vanter de ceux de notre siècle.

CONCLUSION

Tout d'abord, les trois idées principales que nous pouvons tirer de notre exposé, sont celles-ci :

D'après l'histoire de la Chine, l'égalité de fortune doit être obtenue, nous semble-t-il, par l'esprit d'union et non pas par celui de lutte. En plus, l'histoire nous montre que le système de la propriété individuelle l'emporte sur le système égalitaire qui ne s'adapte pas à la réalité des choses, quelque beau que soit l'esprit d'égalité. Enfin elle nous montre que même les restaurateurs du système distributif ont été obligés d'agir avec beaucoup de souplesse.

Nous avons à faire savoir à nos lecteurs que notre thèse est basée sur la reconnaissance de l'existence possible du système égalitaire de Tcheou-Koung. Nous n'avons pas parlé de la discussion soulevée par le professeur Hou-Che, en ce qui concerne le doute sur l'existence d'un tel système. Hou-Che, dans son traité « de l'inexistence du système Tsing » (œuvre complète de Hou-Che, Tome I, volume I, page 247 jusqu'à 282) affirme, pour sa part, que le système Tsing est l'utopie imaginée par Mencius et déve-

loppée par les lettrés des Han. Bien que nous ne participions pas à la discussion et que cette discussion n'aboutisse pas encore à une solution définitive, nous ne regrettons pas d'avoir fait cette étude en partant d'une conjecture. Si la discussion nous révélait la négation complète de l'existence du système égalitaire, nous en saurions gré à nos érudits de confirmer une fois de plus notre conclusion qui veut démontrer surtout la supériorité du système réaliste.

Connaissant bien ces faits historiques, pourrions-nous parler de l'avenir du système de la propriété foncière en Chine ? Nous sommes guidés par deux points de vue : d'abord les idées, puis les faits.

Nous avons vu (page 123) que les idées de réforme s'éteignent avec la disparition définitive du système distributif des terres sous la dynastie des Tang. Nous avons été obligé d'être très sommaire sur les idées de ces siècles derniers. Nous constatons le contraste existant à tel point que le monde occidental voit, dans les derniers siècles, l'éclosion des idées en ce qui concerne le système foncier, comme nous l'avons relaté dans notre introduction. Aujourd'hui, la jeunesse chinoise s'éveille et s'enivre des idées occidentales. Si l'on veut forcer le cadre dans la comparaison des idées, celles qui concernent le système foncier trouvent surtout logiquement l'appui des lettrés de la génération qui nous précède.

Mais les faits sont tout autres. La Chine est composée d'une masse paysanne bien supérieure en

nombre aux lettrés et aux théoriciens. Quel est le désir des paysans ? De posséder les terres. Deux faits sont favorables pour cette tendance.

L'industrialisation récente, en Chine, ne produit pas encore l'exode rural comme en Europe. Tout au contraire, ceux qui abandonnent leurs propriétés immobilières en échange de la richesse mobilière, sont, pour la plupart du temps, d'anciens grands propriétaires : ces derniers étant alléchés par les gains plus considérables de l'industrie ou du commerce que ceux qu'un propriétaire de terres peut tirer du fermage ou du métayage. D'où la disparition volontaire des anciens grands propriétaires qui n'exploitaient pas personnellement leurs terres dans une proportion assez sensible.

D'un autre côté, une catégorie de petits propriétaires ruraux se forme par le jeu économique : le renchérissement du prix des céréales profite surtout à la classe des travailleurs de la terre, leur permet de faire des économies afin de s'émanciper et d'acheter à leur propriétaire la terre qu'ils cultivent déjà en qualité de fermiers.

Les propriétaires, habitués à vivre largement, sans se donner la peine de travailler, se voient obligés d'aliéner, lot par lot, leurs propriétés rurales, à mesure que la cherté de la vie augmente et que le déficit annuel se fait sentir. Quand ils sont réduits à la nécessité, ils n'hésitent pas à reprendre l'habitue-

de de cultiver et de moissonner qu'ils ont héritée peut-être de lointains ancêtres.

Reste la question de la machine agricole dont l'adoption peut apporter un changement dans le régime de la propriété foncière, mais cette question n'est pas encore à l'ordre du jour en Chine.

Nous pouvons conclure que l'avenir du système foncier de Chine n'en sera pas moins régi par les faits comme l'a été le passé.

Vu :

Le Doyen,

BERTHELEMY

Vu :

Le Président de la Thèse,

GERMAIN-MARTIN

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur :

L'Inspecteur d'Académie

MAURRELLET.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CHINOIS :

Treize-King (livre classique) avec notes et commentaires, édition officielle de 1639.

Traité sur les King composés sous la dynastie des Mandchou, rassemblés par Yuen-Yuen (édition de 1829).

Kou-Yu, chronique des différentes principautés par TSOU-KIOU-MING.

Kou-Tsai, autre chronique des principautés, par LIOEU-SIANG.

Annales générales par SE-MA-KOUNG.

Pi-Yueu, continuateur de Se-Ma-Koung.

HOU-CHE : OEuvre complète.

Annales générales faciles à lire par OU-TCHENG-KIEN.

Histoire générale des 24 dynasties, particulièrement :

SE-MA-TSIEN : *Mémoires historiques*.

PAN-KOU : *Denrées et Marchandises*.

PEI-CHEOU : *Wei Chou* (histoire des *Wei*).

NGAI-YANG-SIAO, SONG-KHU et autres : *Tang-Chou* (histoire des *Tang*).

THO-THO : *Song-Che* (histoire des *Song*).

Histoire générale administrative, économique, etc... par TOU-YEOU.

Encyclopédie des institutions politiques et sociales par MA-TOUEN-LIN.

Continuateur de Matouen-Li sous la dynastie des Song.

Second continuateur de Matouen-Lin sous la dynastie des Mandchou.

OEuvres des cents maîtres.

HUE-CHE : OEuvre complète.

HOU-CHE : *Histoire de la philosophie de la Chine antique*.

LIANG-TSI-TCHAO : *Histoire de la philosophie politique de la Chine antique*.

OUVRAGES FRANÇAIS :

Traduction des 4 livres classiques, édition Couvreur.
Notions techniques sur la propriété en Chine, par
HOANG.

Mémoires sur la propriété territoriale en Chine, par
Ed. BICT (Journal asiatique, VI, 1838, 3e série).

La propriété en Chine, par Eug. SIMON (Annales d

La propriété en Chine, par Eug. SIMON (Annales de
l'Extrême-Orient, 1881-1882).

Les baux Chinois, par R. V. (Belgique Coloniale, 24/4-
98).

La tenure des terres, par J. SILVESTRE (Bulletin Soc.
Geog. de Rochefort, XXI, 1899).

SIÉG-CHEOU-TCHANG : *Esquisse d'une histoire du droit
chinois*. (Thèse, Paris 1924).

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	5
PLAN	10

CHAPITRE PREMIER

De l'origine et du développement du système foncier égalitaire	12
Aperçu général	12

Section Première

Condition de terre au point de vue juridique	23
A) Par rapport à des cultivateurs	23
B) Par rapport à l'Empereur	25

Section Deuxième

Section politique	29
A) Croyance des gouvernants	29
A) Education des administrateurs	31
1° Bienveillance envers le peuple	32
2° Réciprocité du droit et du devoir	32
3° Erection des hommes capables au pouvoir	39
4° Connaissance sur les vraies causes de la richesse	32
a) Supériorité de la vertu sur la richesse	33
b) Moyens des finances publiques.	34
C) Coïncidence des intérêts	34
D) Surveillance	35

Section Troisième

Section économique	36
A) Commerce ordinaire	36
B) Commerce de spéculation	37

Section Quatrième

Section sociale	38
A) Droit au travail	39
B) Obligation au travail	39
C) Assistance	40
1° Protection des enfants	41
2° Subvention aux vieillards	41
3° Aide aux malheureux	42
4° Secours aux nécessiteux	42
5° Tolérance pour les malades	42
6° Tranquillité aux riches	43

Section Cinquième

Section financière	44
------------------------------	----

<i>Conclusion du Chapitre Premier</i>	46
---	----

CHAPITRE DEUXIÈME

Causes de la transformation du système de la propriété foncière	48
--	----

Section Première

Causes politiques	48
A) Conséquence du manque de croyance	48
B) Guerres intérieures et extérieures	49

Section Deuxième

Causes économiques	52
A) L'apparition de la Monnaie	52
B) Extension du commerce	53

Section Troisième

Causes sociales	54
A) Disparition de la hiérarchie féodale	54
B) Naissance d'une nouvelle hiérarchie entre les riches et les pauvres	55

Section Quatrième

Causes financières	57
------------------------------	----

Section Cinquième

Causes dues aux idées philosophiques	59
A) Ecole de Lao-Tse : individualisme et principe négateur de l'Etat	60
a) Yang-Tchou : Individualisme qui vit avec le monde	63
b) Tchong-Tchong : Individualisme qui fuit le monde	64
c) Huin-Hing : Révolutionnaire le plus redoutable	65
B) Ecole de Mei-Ti : Egalitaire sentimental . .	67
C) Ecole de Confucius : traditionnaliste, restaura- teur du système Tsing	69
D) Ecole des juristes : réformateur	75
1° Gouvernement par la bonté jugé par l'E- cole des juristes	77
2° Questions des richesses	79

Section Sixième

Etude sur les causes particulières à Chang-Yang, destruc- teur officiel du système Tsing et sur les circonstances particulières de la principauté Tsin	81
Conclusion du Chapitre Deuxième	85

CHAPITRE TROISIÈME

Effets du système de la propriété individuelle : Inconvénients constatés dans l'histoire ; Conséquences	86
---	----

Section Première

Idées de l'encouragement à l'agriculture	89
A) Politique agricole de Han	89
B) Institution de la dynastie des Song	93
C) Grande ordonnance de la dynastie des Mandchoux	102

Section Deuxième

Institution mettant en doute le régime de la propriété foncière individuelle	105
A) Système de limitation	106
B) Réformateur le plus audacieux	111
a) Réforme de Wang-Mang	111
b) Réforme de la dynastie des Wei	114
c) Réforme de la dynastie des Tang	120

APPENDICE

Etatisme économique et quelques financiers remarquables	124
1° Kan-Tsong : Politique d'étatisation du capital et de monopolisation du commerce ; Politique d'étatisation des industries des Mires et du Sel	124

2° Li-Hei : Politique agricole ; Politique d'état régulateur du prix des céréales	130
3° Chang-Hong-Yang : Monopole du sel et des métaux ; Monopole du commerce de spéculation	132
4° Wang-Mang : Monopole du sel, du vin, du fer, des montagnes et des lacs, de la frappe de la monnaie et du système régulateur du commerce et de crédit national	134
5° Wang-Ngan-Che : Système de mesurage de terres ; Système d'approvisionnement ; Crédit agricole et crédit municipal ; Taxe sur l'exemption du service militaire	138
Conclusions de l'appendice	140
Conclusions générales	140
Bibliographie	145
Table des matières	151

